

REGARD

REVUE FRANCOPHONE DE ROUMANIE

www.regard.ro

LES ROUMAINS ET LE POUVOIR



Regard 65
15 mai - 15 juillet 2014
12 lei





Les traditions nous donnent l’unicité
dans la biodiversité!



Regard 65 15 mai - 15 juillet 2014

PAISIBLE

Samedi 3 mai, parc Herăstrău de Bucarest. Il y a peu de monde, beaucoup sont partis à la mer. Vélos et patins à roulettes se faufilent tranquillement entre les passants. La température est idéale pour se promener, 23 degrés environ, le soleil doux. J'entre dans le jardin japonais que je ne connaissais pas, au sud du parc. De jeunes couples sont allongés au pied de petits arbres, des rires discrets transpercent une atmosphère légère. Les oiseaux chantent. Au bord du lac, trois pêcheurs attendent patiemment que ça morde. Mais ils ne semblent pas s'en soucier, l'important est d'être là, près de l'eau, la canne à la main. Je m'assois sur un banc. Une famille passe devant moi, le pas lent, les deux petits frères d'à peine cinq ou six ans regardent avec curiosité les pêcheurs, sans dire un mot. Quelques mètres derrière eux, un couple de personnes âgées se tiennent par le bras. Lui a un peu de mal à marcher, mais reste digne. Leurs habits sont impeccables, un peu rétro, très élégants. Arrive une bande d'adolescents, plus bruyante évidemment, mais surtout joyeuse. J'apprécie le tableau, quatre générations qui se suivent, chacune dans son rôle, chacune en accord avec ce qu'on attend d'elle, chacune respectant la liberté de l'autre de déambuler à son gré au sein du même espace. Un tableau qui se retrouve dans tous les parcs publics de Roumanie. Je me dis que ces lieux de verdure sont importants, et même uniques. Mis à part eux, il n'y a que dans les grands centres commerciaux que tous les habitants d'une même ville se retrouvent. A la différence que dans un parc, rien ne peut être acheté sauf des glaces ou des bâtons de maïs grillés. Il n'y a rien à se procurer, on fait simplement le tour du lac. Je me dis aussi que la « vraie Roumanie » est là, devant moi, sereine, souriante et respectueuse. Une Roumanie paisible.

Laurent Couderc

RENCONTRE

Dan Dungaciu 4

SOCIETE

Pour la vie 8
Avec elle dans le ciel 12
Moins réprimer pour mieux réparer 16

A LA UNE

Les Roumains et le pouvoir 24

ECONOMIE

A l'écart 38
Chaîne défectueuse 40
L'ANAF en direct 46

HORS FRONTIERES

Jolie Sofia 50
De tout cœur 55
En gagaouze 58

CULTURE

A la mémoire de Bucarest 62
Pour de nouvelles toiles 66
Tout en Sarkis 70

Couverture : Sorina Vasilescu

Regard l'avait déjà interviewé il y a quatre ans, mais nous avons décidé de le rencontrer de nouveau. De par sa connaissance de la République de Moldavie et des relations internationales, Dan Dungaciu est bien l'expert qui peut aujourd'hui expliquer le mieux ce qui se joue dans la crise ukrainienne, et ses répercussions dans les pays limitrophes, notamment en République de Moldavie. A noter que l'entretien a eu lieu mi-avril et qu'au bouclage de ce numéro, les parties impliquées dans cette crise démarraient à peine les négociations.

Au bout de L'UKRAINE

Regard : Quel impact la crise en Ukraine a-t-elle en République de Moldavie ?

Dan Dungaciu : Selon moi, ce qui se passe en ce moment en République de Moldavie doit être lu de la façon suivante : d'un côté, la frontière euro-atlantique est arrivée jusqu'à la rivière du Prut, et cherche à aller plus loin ; de l'autre, il y a une pression de l'Est pour contrecarrer l'Euro-atlantisme. La République de Moldavie est au cœur de cette confrontation. Et ceci concerne tant la frontière de l'Ukraine que celle de la République de Moldavie, comme un jeu de miroir. C'est pourquoi on parle de fédéraliser l'Ukraine et par la suite la République de Moldavie, bien que ce fut d'abord en République de Moldavie, en 2000, qu'a germé l'idée de fédéralisation. Par ailleurs, aujourd'hui Chișinău (la capitale de la République de Moldavie, ndlr), face à la crise ukrainienne, se retrouve dans une situation en partie avantageuse.

C'est-à-dire ?

La libéralisation des visas s'est accélérée pour les Moldaves, avec le seul concours du Conseil européen. Car Bruxelles veut désormais tout faire pour que la République de Moldavie ne tombe pas dans le giron de Moscou.

Chișinău a d'ailleurs obtenu la promesse de signer l'accord d'association avec l'UE en juin, auparavant également signé par l'Ukraine puis rejeté. Là encore, la République de Moldavie a bénéficié de la crise ukrainienne. L'Union européenne se presse pour formaliser ses relations avec Chișinău, même si cet accord d'association ne stipule aucunement une intégration prochaine à l'UE. D'un autre côté, la crise ukrainienne a aussi des aspects négatifs pour la République de Moldavie : à partir de maintenant, le retrait des troupes russes de Transnistrie est difficilement imaginable, même en théorie. La zone est plus que jamais stratégique pour les Russes, Chișinău ne la contrôlera jamais. Par ailleurs, Moscou fera tout pour que ni la République de Moldavie ni l'Ukraine s'arrime à l'espace occidental. Concernant l'Ukraine, Moscou souhaite que ce pays reste celui qu'il a toujours été depuis 1990, c'est-à-dire ni trop à l'Est, ni trop à l'Ouest, ou tant avec l'Est qu'avec l'Ouest.

L'Ukraine et la République de Moldavie sont donc d'après vous face à des tensions similaires...

Tout à fait, même si la République de Moldavie apparaît plus insignifiante, elle est plus petite, n'a pas d'armée, etc. Ces deux pays sont intérieure-

ment divisés ; d'un côté, il y a ceux qui veulent se rapprocher de la Fédération russe, de l'autre, ceux qui prônent l'Euro-atlantisme. La crise s'est internationalisée parce que ces divisions internes sont soutenues par des entités beaucoup plus grandes.

Qu'en est-il de la Transnistrie * et de la Gagaouzie, ces enclaves séparatistes qui ont toujours réclamé leur indépendance vis-à-vis de Chișinău ?

Historiquement pro-russes et contrôlées par Moscou, elles essaient de tirer partie de ces tensions. Tiraspol (la capitale de la Transnistrie, ndlr) vient logiquement de demander, à travers son Soviet suprême, d'intégrer la Fédération russe. Quant à la Gagaouzie, elle exige au moins cinq députés au sein du Parlement de la République de Moldavie, ou ne reconnaîtra pas les élections législatives prévues en novembre prochain. Tout cela préoccupe évidemment les dirigeants de Chișinău. La Transnistrie demande, elle, dix à douze députés, ce qui fait, avec les députés gagaouzes, un total de 15 à 17 députés pro-russes au sein d'un Parlement moldave qui en compte 101. Les communistes en ont déjà 40, donc,

* Lire le reportage « Bienvenue à Tiraspol » dans le numéro 64 de *Regard*.

si le problème transnistrien trouvait une solution à travers la fédéralisation de la République de Moldavie, ou si la Transnistrie obtenait le statut d'« autonomie étendue », le vecteur européen de Chişinău deviendrait le vecteur... eurasiatique. L'Union européenne n'a pas d'influence dans ces régions, ni même les Etats-Unis. Seulement Moscou, qui utilise la Transnistrie comme levier de contrôle.

Pensez-vous que Moscou souhaite amplifier sa présence dans ces territoires ?

Non. En Transnistrie, seules six communes sont contrôlées par Chişinău ; et si Moscou avait vraiment voulu prendre possession de la Transnistrie, elle l'aurait fait depuis longtemps. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? Parce qu'à travers ce petit territoire, qu'elle contrôle dans les faits sans l'avoir annexé, Moscou tient la République de Moldavie. Dès que Chişinău fait un petit pas vers l'Ouest, des scandales éclatent à Tiraspol, évidemment orchestrés par les Russes, des revendications indépendantistes que Chişinău se doit de résoudre. Les autorités moldaves sont automatiquement prises au piège. Mais je crois que si les choses continuent ainsi, l'idée de déclarer la Transnistrie « territoire occupé », comme le Parlement moldave l'avait fait en 1992, et d'y renoncer temporairement, va devenir de plus en plus présente à Chişinău. Afin notamment de poursuivre le chemin vers l'UE et d'éviter un scénario chypriote.

Il n'y aurait donc pas de risque que Moscou soutienne l'indépendance de la Transnistrie et l'embrasse au sein de la Fédération russe, comme elle l'a fait avec la Crimée ?

Non, d'autant plus qu'à partir du moment où la Transnistrie ne serait plus rattachée à la République de Moldavie, cette dernière pourrait se réunifier avec la Roumanie, ce serait dans le domaine du possible. N'oublions pas que la République de Moldavie actuelle, sans la Transnistrie, a fait partie de la Bessarabie roumaine, et qu'il y aurait suffisamment de soutien, tant du côté moldave que du côté occidental, pour un rapprochement officiel. Comme ce



fut le cas, par exemple, avec l'Allemagne de l'est qui a automatiquement intégré l'UE et l'OTAN après s'être réunifiée avec la RFA. Or, c'est bien ce que Moscou veut éviter. Craindre que la Transnistrie tombe entre les mains de la Fédération russe est infondé, c'est ne pas comprendre la stratégie géopolitique russe. Pour Moscou, le rôle de la Transnistrie est de bloquer le parcours euro-atlantique de Chişinău. Le Kremlin ne souhaite en aucun cas la réunification de la Roumanie avec la République de Moldavie, car cela amènerait l'UE et l'OTAN jusqu'au Niestre.

Les Moldaves se sentent-ils concernés par la Transnistrie ?

Pas vraiment, selon de récents sondages, 6 à 7% pensent que le sujet transnistrien est important. Mais s'il s'agit de fédéraliser la République de Moldavie, à ce moment-là il est très probable que les gens sortent dans la rue, comme ce fut le cas en 2003 lors de la présentation du mémorandum Kozak qui proposait une fédéralisation afin de résoudre le problème de la Transnistrie. Ceci étant, il semblerait que Chişinău et Moscou s'accorderaient pour une autonomie plus étendue de la Transnistrie, sans que celle-ci se sépare de la République de Moldavie. Dans les faits, on peut douter que cela puisse fonctionner. Il n'y a qu'à voir comment à Comrat (capitale de la Gagaouzie, ndlr), une petite ville sans ressources, Chişinău a été incapable d'interdire un référendum illégal sur l'indépendance de ce tout petit territoire. Alors imaginez à Tiraspol, qui possède une armée, une police, des troupes

paramilitaires, et qui n'a jamais été sous le contrôle de Chişinău depuis 1990... Cela mettrait la République de Moldavie dans une situation encore plus fragile. Par ailleurs, en invitant les Transnistriens et les Gagaouzes aux élections générales afin qu'ils élisent leurs représentants respectifs, eux qui sont évidemment pro-russes, la République de Moldavie basculerait logiquement vers l'Est, l'alliance pro-européenne qui rassemble environ 50% de la population serait battue. Et avec la libéralisation des visas, combien de Moldaves quitteraient le pays...

Quels sont les intérêts économiques de la Russie en République de Moldavie et en Transnistrie ?

Toutes proportions gardées, la République de Moldavie peut là encore être comparée à l'Ukraine. En Ukraine, l'est est plus urbain, plus riche, on y parle russe et la religion orthodoxe prédomine. A l'ouest, même si c'est là où se trouve la capitale Kiev, tout est plus rural, plus pauvre, on y parle ukrainien, la religion catholique est très présente, et la population est en général pro-occidentale. Pareillement, en République de Moldavie, l'est transnistrien est plus industrialisé, l'ouest est plus rural et pauvre. Les plus grands combinats industriels, liés aux complexes industriels russes, sont en Transnistrie. Dans ces deux pays, Moscou a choisi de développer la partie est, la partie russophone, celle où son emprise était déjà acquise. Stratégiquement, c'est surtout la Transnistrie qui est importante pour les Russes.

Région aussi connue pour ses trafics d'armes...

Il ne faudrait pas non plus diaboliser la Transnistrie ; des sociétés espagnoles ou italiennes y fabriquent des chaussures ou sont dans l'industrie textile. Chişinău parle effectivement de trafics d'armes, mais plusieurs missions d'experts de l'EUBAM (European Union Border Assistance Mission, ndlr) n'ont jamais rien trouvé. On sait qu'il y a eu des fabriques d'armes en Transnistrie, mais pour ce qui est des trafics, nous n'avons pas de preuves. Par contre, le blanchiment d'argent y est courant, et il concerne tant les hommes d'affaires russes, moldaves qu'ukrainiens.

« Les Russes sont peut-être un peu fous, mais ils sont loin d'être stupides ; ils veulent seulement garder le contrôle sur certains territoires, tout en dissuadant l'OTAN de les intégrer en son sein »

Quelle devrait être l'attitude des autorités roumaines face à la crise ukrainienne ?

Théoriquement, la Roumanie devrait faire partie des prochaines négociations. Mais ce ne sera pas le cas, seuls les Etats-Unis, l'UE, la Russie et l'Ukraine y participeront. Je pense que le rôle de Bucarest est de prévenir des erreurs stratégiques, comme la fédéralisation, notamment concernant la République de Moldavie, même si celle-ci est dénommée « autonomie étendue ». Cela bloquerait le vecteur occidental dans la région. Et quand Bucarest s'insurge contre la façon dont sont traitées les écoles roumaines en Transnistrie, elle fait fausse route ; il n'y a pas d'écoles roumaines en Transnistrie, toutes les écoles sont sous l'égide du ministère de l'Education de la République de Moldavie. Et elles sont dénommées ainsi : écoles d'enseignement en caractères latins. Pourquoi ? Parce qu'en Transnistrie, la langue moldave est en alphabet cyrillique, et les deux autres langues officielles sont le russe et l'ukrainien. Le roumain y est considéré une langue étrangère, c'est du moldave en

caractères latins, bref, c'est une langue étrangère. En République de Moldavie, le roumain a également été malmené. Jusqu'à récemment, le moldave en caractères latins n'était pas considéré comme étant du roumain, mais du moldave. Il aura fallu attendre une décision de la Cour constitutionnelle en automne dernier pour que le roumain soit reconnu comme étant la langue officielle de la République de Moldavie. On pourrait même dire que d'une certaine façon, vis-à-vis du roumain, Tiraspol est plus conséquent dans ses actes que Chişinău, car le cyrillique y prédomine.

La Roumanie n'aurait donc pas son mot à dire...

Elle devrait rester neutre, même si certains individus en Transnistrie voudraient que Bucarest s'implique davantage. Que ce soit face à la crise ukrainienne ou dans l'affaire des écoles de Transnistrie, cela n'est pas dans son intérêt. Notamment parce que cela accentuerait des tensions déjà fortes avec Moscou.

Revenons à la crise ukrainienne dans son ensemble et à ses implications internationales, comment jugez-vous les prises de position de l'Occident ?

Même s'ils sont aujourd'hui présents, les Etats-Unis ont laissé l'Union européenne s'occuper de cette frontière de l'est. A partir de 2008, quand, au sommet de l'OTAN de Bucarest, l'Ukraine et la Géorgie n'ont pas signé le PFP (Partnership for Peace, ndlr), Washington a d'une certaine façon abandonné la zone. Et il semblerait que ce soient la France et l'Allemagne qui aient refusé la signature. Ce fut une victoire pour la Russie: l'Ukraine n'allait pas formaliser ses relations avec l'Ouest. Il s'est passé la même chose au sommet de Vilnius, en novembre de l'année dernière, l'Ukraine est restée hors de l'espace européen, elle est restée un pays tampon, ce qui convient parfaitement à Moscou. Depuis l'échec de Vilnius, alors que Bruxelles avait promis à Kiev un rapprochement, le prestige de l'Union européenne s'est dégradé. D'autant qu'elle est toujours incapable de prendre des décisions communes rapides. Par ailleurs, je ne pense pas, malheureusement, qu'il y ait

une position euro-atlantique unique. Si l'Allemagne est plutôt d'accord pour une fédéralisation de l'Ukraine, ce que veut Moscou, en vue notamment de créer une Europe de l'Atlantique au Pacifique, un espace économique où la Russie et l'Union européenne pourraient se retrouver – la fédéralisation de l'Ukraine et de la République de Moldavie servirait à cela –, les Etats-Unis ne veulent pas en entendre parler. Car de façon informelle, la Russie prendrait alors le contrôle de tous les pays frontières à l'est de l'Union européenne. Il va donc falloir attendre de voir comment l'UE va s'entendre avec Washington ; comme par le passé, c'est grâce à une entente américano-européenne que les choses ont pu avancer dans le bon sens pour les pays de l'Europe de l'est, que ce soit concernant l'OTAN ou l'extension européenne. De son côté, Moscou attend précisément de profiter d'un manque d'entente entre les puissances occidentales, tout en avançant ses pions sur le terrain.

Et de quelle façon...

Les Russes pensent en termes militaires, mais cela ne veut pas dire qu'ils comptent étendre davantage leur territoire ; ils agissent simplement en fonction de la réalité du terrain. En Crimée, les forces russes dépêchées depuis Sotchi ont été plutôt bien accueillies parce que la population dans son ensemble est pro-russe. Cette incursion n'a pas été correcte, elle bafoue les règles internationales, mais cela ne veut pas dire que Moscou a des prétentions territoriales insoupçonnées. Cela coûterait de toute façon trop cher. Je ne crois pas, en ce moment, qu'il soit raisonnable de penser que Moscou a l'intention d'étendre son intervention armée en Ukraine. La crise politico-économique en Ukraine, qui est très profonde et difficile à résoudre, joue en sa faveur. Moscou n'a pas besoin de conquête militaire en Ukraine, elle a juste besoin de la fédéraliser. Les Russes sont peut-être un peu fous, mais ils sont loin d'être stupides ; ils veulent seulement garder le contrôle sur certains territoires, tout en dissuadant l'OTAN de les intégrer en son sein.

Propos recueillis par Laurent Couderc.
Photos : Mihai Barbu

Entre désespoir et traitements, la procréation médicalement assistée (PMA) reste souvent l'unique solution pour les couples désireux d'avoir un enfant. Selon les chiffres de la Société européenne de reproduction humaine et d'embryologie, près de 1,5 million de fécondations in vitro (FIV) sont pratiquées chaque année dans le monde, dont un tiers en Europe. La plupart des Etats européens ont fini par assumer les frais de ce traitement. Tel n'est pas le cas en Roumanie où le ministère de la Santé a décidé d'abandonner, au bout de deux ans de fonctionnement et sans explication, son programme de fécondation in vitro. Et ce malgré des résultats encourageants.

POUR LA VIE

9H30, UN VENDREDI MATIN.

Dans le petit laboratoire de fécondation in vitro de l'hôpital public d'obstétrique et de gynécologie Panait Sârbu de Bucarest, l'embryologiste Marilena Băluță scrute son microscope d'un œil

attentif. Au bout de quelques minutes, son verdict enthousiasme toute l'équipe... « Six, j'en ai trouvé six ! ». Une fois obtenues suite à une ponction folliculaire réalisée le matin même en bloc opératoire, les six ovocytes

seront bientôt mises en contact in vitro – reproduction en éprouvette – avec des spermatozoïdes afin d'obtenir des embryons déjà fécondés et les transférer ensuite dans l'utérus de la mère.

La patiente est une femme de 33 ans qui depuis trois ans déjà s'efforce, sans succès, d'accomplir son désir de maternité. Tout va bien tant du côté de son partenaire que du sien ; pourtant, ils n'arrivent pas à avoir d'enfant par voie naturelle. « C'est ce qu'on appelle une infertilité de pathologie inexpliquée, et dans ce cas, la fécondation in vitro s'impose », explique Marilena Băluță.

La première FIV de Roumanie a eu lieu en 1996, à Timișoara. Depuis, le nombre de bébés-éprouvette a augmenté

en parallèle avec celui des couples infertiles. Les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montrent qu'au niveau européen, un couple sur six a des difficultés pour procréer. « Les causes sont multiples, affirme Laura Dracea, spécialiste en fertilité et reproduction humaine assistée et directrice de la clinique Gynera de Bucarest. A part les différentes infections des voies génitales, notons aussi les troubles d'ovulation, l'endométriose chez la femme, le sperme non fécondant chez l'homme, l'obésité, le stress, et surtout l'âge maternel avancé qui entraîne la diminution de la réserve ovarienne, et donc l'impossibilité d'être enceinte par voie naturelle. »

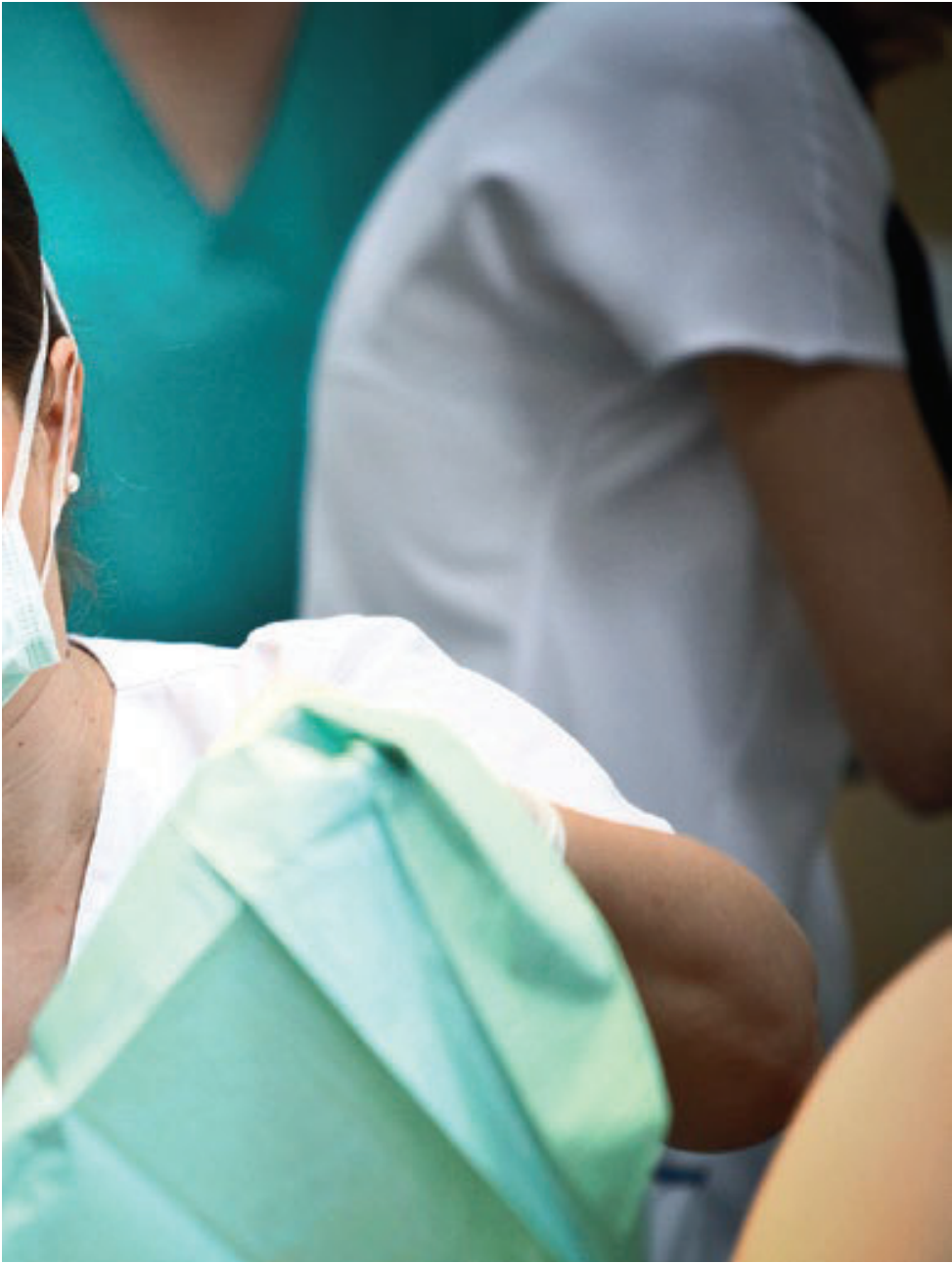
Définie par l'OMS comme une maladie du système reproductif, l'infertilité a

fait en 2008 l'objet d'une résolution du Parlement européen par laquelle les Etats membres se voient recommandés d'assurer l'accès aux soins des couples en difficulté de procréer. Tour à tour, les gouvernements s'y sont conformés en acceptant de couvrir les frais des FIV. De son côté, la Roumanie faisait la sourde oreille en refusant de prendre en charge ce type de soin. « Beaucoup de couples étaient alors contraints de vendre leur voiture ou même leur appartement pour se procurer l'argent nécessaire aux traitements », se rappelle Nicoleta Cristea Brunel.

« La Hongrie rembourse intégralement cinq procédures de fécondation in vitro, la Bulgarie trois, tout comme la Pologne, malgré l'opposition dans un premier temps de l'Eglise catholique ». En Roumanie, la FIV n'est plus prise en charge

Mariée à un Français et résidant en France, elle assistait impuissante au calvaire des couples roumains, tandis que dans son cas, la Caisse d'assurance maladie française avait intégralement couvert les frais d'opération. « En Roumanie, pour recevoir, il faut toujours demander. Or, personne n'avait osé remédier au désespoir de tous ces couples. » Appuyée par plusieurs Roumaines souffrant d'infertilité, Nicoleta a alors décidé de mettre sur pied en 2009 l'association SOS Infertilitatea (SOSI).

Ensemble, elles ont commencé par lancer une pétition afin que les autorités reconnaissent l'infertilité comme étant une maladie, et agissent en conséquence. Près de 5 000 signatures furent recueillies et transmises au ministère de la Santé. Mais ce ne sera que trois ans plus tard, en 2011, que les autorités roumaines accepteront enfin, sous la pression de la société civile et des médecins, de mettre en place un premier sous-programme national de fécondation in vitro et de transfert d'embryons permettant aux couples infertiles de se voir rembourser partiellement une seule tentative de FIV.





L'Etat s'engageait donc à aider les couples en incapacité de procréer par voie naturelle et respectant certains critères – dont notamment un âge maternel en dessous de la quarantaine – avec une enveloppe de 1 200 euros pour une seule tentative de FIV, plus 300 euros de bonus pour la clinique en cas de naissance. « Mais vu que le pourcentage de réussite d'une FIV est estimé à seulement 30%, la plupart des couples sont forcés de répéter le traitement plusieurs fois, et les coûts en Roumanie vont de 1 200 à 4 000 euros suivant la clinique et le diagnostic », souligne Alina Burca Ponta.

Après avoir financé une première fécondation in vitro et plusieurs inséminations artificielles par le biais d'un crédit bancaire, cette jeune femme d'Oradea était sur le point d'abandonner... « On avait déjà du mal à joindre les deux bouts au moment où le ministère a lancé son programme. J'en ai parlé à mon mari et on a décidé d'en profiter et d'essayer une dernière fois. Et on a réussi. » Ses jumeaux figurent parmi

les quelques 300 bébés mis au monde dans le cadre du sous-programme, selon les données de l'association SOSI.

ESPOIR DECHU

Des résultats optimistes qui rendent inexplicable la décision du ministère

de la Santé de laisser tomber le sous-programme à partir de 2013. « Il est vraiment triste de constater que pour des raisons financières, pas mal d'enfants ne naîtront pas. Il suffit d'une analyse à long terme pour mettre en évidence les bénéfices d'un appui financier accordé par l'Etat à la procréa-



tion médicalement assistée », soutient la gynécologue Laura Dracea de la clinique Gynera.

A noter qu'en France, où la sécurité sociale prend en charge quatre cycles complets de FIV, quelque 22 000 bébés sont issus chaque année d'une PMA. De son côté, la Roumanie assiste impuissante à la baisse de son taux de fécondité (voir encadré), tout en restant parmi les derniers pays d'Europe où la FIV n'est plus prise en charge. « La Hongrie rembourse intégralement cinq procédures de fécondation in vitro, la Bulgarie trois, tout comme la Pologne, malgré l'opposition dans un premier temps de l'Eglise catholique », s'insurge Elena Filip Miclea de SOSI.

« Le sous-programme a bénéficié d'un tout petit budget, un million d'euros par an », lance à son tour Nicoleta Cristea Brunel, qui précise que le taux de réussite a totalement répondu aux exigences du ministère. « On ne connaît pas les raisons de cette décision que l'on déplore puisque, crise oblige, pas mal de couples ayant des chances réelles de procréer ont dû se résigner et rester sans enfant », ajoute la gynécologue Anca Moisa, coordinatrice du sous-programme national de FIV à l'hôpital Panait Sârbu.

De leur côté, les autorités se sont refusées à tout commentaire, s'engageant dans un communiqué à « examiner la possibilité de reprendre le financement ». Sans préciser de date. Certes, il existe plusieurs centres privés de reproduction médicalement assistée, mais seulement deux hôpitaux publics spécialisés dans la PMA où du moins les consultations sont gratuites : la maternité Panait Sârbu de Bucarest et l'Hôpital départemental de Cluj.

« Conséquence, les couples roumains qui en ont les moyens tentent leur chance à l'étranger, à Vienne en Autriche, ou à Szeged en Hongrie, où les tarifs sont comparables à ceux pratiqués chez nous dans le privé, mais l'expérience du personnel médical y est souvent supérieure. Bien que le ministère de la Santé affirme reconnaître l'importance de l'infertilité, on souffre d'un immense vide juridique. En Roumanie, les femmes ne peuvent prendre aucun jour de congé pour subir

une FIV », déplore Elena Filip Miclea de SOSI.

La gynécologue Laura Dracea conclut que « l'infertilité entraîne aussi de la dépression et de forts troubles psychologiques. Malheureusement, l'incapacité

d'un nombre croissant de couples à concevoir semble être l'un des derniers soucis des autorités ».

Ioana Stăncescu
Photos : Mihai Barbu

Taux en berne

Avec seulement 1,3 enfant par femme en 2013, le taux de fécondité – rapport entre le nombre de naissances durant une année et le nombre de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) – a fortement baissé ces vingt dernières années en Roumanie, atteignant son niveau le plus bas depuis 1990. En Europe, l'année dernière, le taux de fécondité était de 1,6 enfant par femme – et de 2,5 enfants par femme dans le monde. A noter que pendant l'époque communiste, suite aux politiques anti-avortement de Nicolae Ceaușescu, les femmes roumaines accouchaient en moyenne de 3 à 4 enfants.



20 ans d'expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en la matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- Audit/Commissariat aux comptes: identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- Conseil fiscal: comprendre et mettre en place des solutions fiables
- Expertise comptable: permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- Gestion de la paye

Contact:

JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; fidex@fidex.ro; www.fidex.ro

AVEC ELLE DANS LE CIEL

La première fois qu'elle est montée dans un avion, ce fut directement dans le cockpit. Elle n'avait alors que 20 ans. Aujourd'hui, à 27 ans, Anca Petrache est la plus jeune pilote de Boeing au sein de Tarom, la compagnie aérienne nationale.



QUAND ELLE MARCHE DANS LES couloirs de l'aéroport, Anca attire l'attention de par son uniforme, le pas rapide et la posture droite. Mais son visage reste jovial et son sourire généreux. Au travail, elle ne quitte jamais une petite valise où elle garde précieusement les plans de vol, les cartes, sa licence de pilote, ses lunettes de soleil et, coquetterie féminine oblige, son rouge à lèvres. A l'âge où certaines de ses amies se posent encore des questions sur leur choix professionnel, Anca accumule avec assiduité les heures de vol : 3 800 depuis qu'elle a commencé sa carrière de pilote de ligne à 22 ans.

« Adolescente, j'étais passionnée par les

documentaires de National Geographic sur les avions. Mais à cette époque, je ne savais même pas qu'il existait une école d'aviation en Roumanie. Je me suis inscrite à l'Académie des études économiques et quelques jours après, j'ai appris qu'il existait une Académie nationale de l'aviation. J'ai alors complètement changé de voie », explique-t-elle. La formation coûte plus de 60 000 euros, mais elle a été reçue parmi les premiers du concours d'entrée, ce qui lui a notamment permis d'obtenir l'une des dix bourses annuelles de l'Académie.

Issue d'une famille modeste de Bușteni, Anca a volé pour la première fois pendant ses études. « A 20 ans, j'ai piloté un

avion monomoteur, et ce n'est qu'après, la même année, que j'ai pris l'avion pour aller en Thaïlande où je devais passer des tests sur un simulateur de vol qui n'existe pas en Roumanie. Coïncidence heureuse, c'était l'une des destinations qui me faisait rêver », se souvient-elle.

Londres est devenue ensuite sa première destination en tant que pilote de ligne sur un Boeing 737 ; l'aéroport d'Heathrow est d'ailleurs resté son préféré. « C'est un aéroport assez difficile car il y a énormément de trafic, mais c'est aussi ce qui le rend très excitant. Il possède les meilleurs contrôleurs de trafic aérien au monde, il faut être très en alerte à chaque fois qu'on s'y rend. »

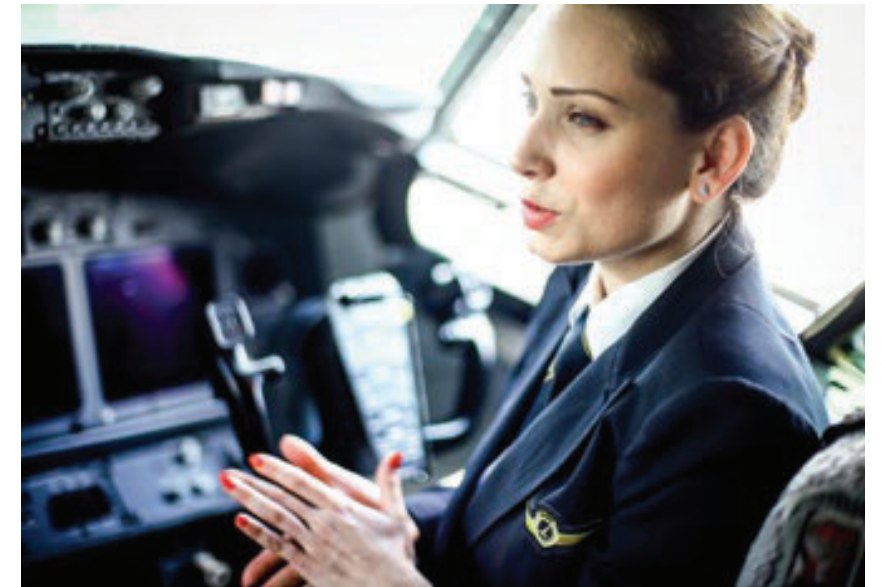
Une autre petite aventure la lie à la capitale britannique. Lorsqu'un volcan est entré en éruption en Islande en 2010, elle était précisément en train d'atterrir à Heathrow. Suite à l'éruption, le trafic aérien européen a été bloqué et elle s'est vue obligée, avec bonheur, de rester à Londres toute une semaine.

« A 20 ans, j'ai piloté un avion monomoteur, et ce n'est qu'après, la même année, que j'ai pris l'avion pour aller en Thaïlande où je devais passer des tests sur un simulateur de vol qui n'existe pas en Roumanie »

Passionnée d'alpinisme et d'escalade, Anca a réussi à se faire une place dans un monde professionnel fortement masculin. Sur 212 pilotes qu'emploie Tarom, seuls 14 sont des femmes. Selon elle, le professionnalisme, un mot qu'elle emploie souvent, n'a pas de genre. Et avec modestie, elle énumère les qualités indispensables à ce métier de haute responsabilité : détermination, maîtrise de soi, équilibre, lucidité, force de concentration, mais aussi une très bonne santé. « Je suis tout à fait consciente que mon travail dépend beaucoup de ma santé. Cela m'oblige à bien prendre soin de moi, ce qui est une bonne chose. Le moindre rhume m'empêcherait de voler. Du coup, je fais très attention aux horaires de repos, à mon alimentation, et à ne pas m'exposer à des risques. C'est aussi un peu inquiétant. Alors pour avoir un plan B, j'ai décidé de passer une licence en transport touristique aérien, et un master en management aéronautique à l'Institut polytechnique », poursuit-elle.

Son énergie et sa détermination se dévoilent dans ses gestes précis lorsqu'elle programme le pilote automatique, et dans ce regard devenu concentré et aiguisé. « Quand je suis dans le cockpit, malgré la tête dans les nuages au sens propre du terme, je garde bien les pieds sur terre pour faire mon travail du mieux possible. Ce que j'adore dans mon métier, c'est que je suis en permanente évolution personnelle et professionnelle. »

Mihaela Cărbunar
Photos : Mihai Barbu





Creator de progres energetic

Referința mondială a economiilor de energie
la scara teritorială



Dalkia România S.A.
Str. Barbu Văcărescu, nr. 241A,
Barbu Văcărescu Offices, etaj 3-4, Sector 2, București
Tel. +40 21 322 86 347; Fax. +40 31 730 16 41
secretariat@dalkia.ro; www.dalkia.ro

LES EUROPEENNES DU 25 MAI



Martin Schulz, membre du Parti social-démocrate allemand et président du Parlement européen, et le Premier ministre Victor Ponta lors du lancement des candidatures de l'alliance PSD-UNPR-PC pour les élections européennes, le 26 avril dernier à Bucarest.

Entre Pâques et le 1er mai, le coup d’envoi de la campagne électorale pour le scrutin européen est passé presque inaperçu en Roumanie, 7ème plus grand pays de l’UE. D’autant que les formations politiques se disputant les 32 mandats d’eurodéputés (voir la chronique de Nicolas Don page 15) ont commencé de s’enliser dans des controverses concernant des sujets de politique interne, avec en arrière plan l’élection présidentielle de cet automne. Dans les médias, les experts ont critiqué l’absence de débats sur les thématiques continentales importantes du moment, la pénurie de bilans concrets des eurodéputés sortants, ou encore la récupération par les partis politiques traditionnels d’idées véhiculées ailleurs par des formations eurosceptiques ou d’extrême droite (défense du pays contre une menace extérieure non précisée, affirmation de la supériorité de l’identité roumaine, etc.). Dans ce climat d’indifférence et de débats stériles voire médiocres, l’entrain des électeurs – au nombre de 18 303 915 exactement – pour se rendre aux urnes est compromis. Et un faible taux de participation ne jouera pas en faveur de la Roumanie sur le long terme. Comme l’a récemment rappelé le président Traian Băsescu, « *le lendemain du scrutin, on évalue le niveau d'européanisation d'un pays en fonction de la présence des électeurs au vote* ». Lors des dernières élections européennes de 2009, la participation en Roumanie a atteint tout juste 27%, contre une moyenne européenne à 43%. A.P. Photo : Mediafax

Maths et mat

Les élèves roumains de l’enseignement primaire apprendront le jeu d’échecs à l’école à partir de l’automne prochain. La nouvelle discipline, intitulée « Education à travers le jeu d’échecs », sera facultative et enseignée une heure par semaine. Les élèves pourront opter pour une ou deux années d’étude. Les nouveaux programmes scolaires ont été élaborés suite à des consultations avec des spécialistes de la Fédération roumaine des échecs, et approuvés fin mars dernier par le ministre roumain de l’Education, Remus Pricopie. Mais ce seront aux écoles de décider si elles introduisent la nouvelle discipline dans leur cursus. « *Les élèves auront l’occasion de se familiariser avec l’échiquier, les règles du jeu, et de décoder les stratégies généralement utilisées lors d’une partie d’échecs* », a indiqué le ministère roumain de l’Education. A noter que trois nouvelles disciplines facultatives ont déjà été introduites dans l’enseignement primaire en septembre dernier : « Education pour la société », « Philosophie pour les enfants », et « Education financière ». A.P.

LA TETE AU TRAVAIL

Deux tiers des Roumains (64%) affirment travailler dans de mauvaises conditions, par rapport à seulement 46% des Européens, selon un récent Eurobaromètre qui a analysé la perception des conditions de travail des Européens. D’un autre côté, 55% des Roumains ont constaté une dégradation de leurs conditions de travail depuis le début de la crise, un pourcentage inférieur à la moyenne européenne (57%). Sans surprise, l’impact de la crise a été le plus fortement ressenti dans les pays les plus touchés : 88% des Grecs et 86% des Espagnols jugent que leurs conditions de travail se sont détériorées au cours des cinq dernières années. A l’opposé, 94% des travailleurs danois se disent satisfaits dans leur travail. Idem en Autriche et en Belgique, avec des taux avoisinant 90%. En France, 79% des travailleurs se déclarent contents de leurs conditions de travail. Toujours selon la même enquête, 75% des Roumains jugent passer un nombre d’heures adéquat au travail, et 72% sont satisfaits de l’équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée. A noter que selon un rapport européen de 2012, les Roumains travaillent en moyenne 41,2 heures par semaine, tandis que la moyenne européenne est à 39,6 heures. I.S.

Le Delta de Bucarest bientôt protégé

La création d’un parc naturel au cœur de Bucarest sur l’emplacement de ce qui aurait dû être le lac d’accumulation de Văcărești se précise. La surface du terrain, qui doit obtenir le statut de zone protégée, a été approuvée par le Conseil général de la mairie fin avril. Elle fait 183 hectares, se compose de plusieurs lacs et d’une faune et flore atypiques dans un environnement citadin. Les roseaux et les oiseaux rares que l’on y trouve poussent certains à comparer cet immense terrain vierge à un petit Delta du Danube. La balle est désormais dans le camp du ministère de l’Environnement. C’est lui, par le biais d’un acte normatif du gouvernement, qui pourra déclarer l’endroit zone naturelle protégée. J.M.



POUR LUTTER CONTRE LA PROSTITUTION
« En Roumanie, les prostituées sont simplement mal vues, explique Laetitia Gotte Dragan, l'une des fondatrices de l'association FREE, mais on oublie qu'au-delà des apparences, il y a bien souvent une exploitation, celle d'une vulnérabilité : des abus sexuels durant l'enfance, une situation économique précaire, une image de soi négative... ». D'où cette campagne de communication afin de « casser les clichés », placardée dans le métro de Bucarest et réalisée par la graphiste Grace Pârnu. Sur l'affiche, cette phrase : « Derrière la prostitution se cache souvent l'exploitation d'êtres de valeur. Ne juge pas sans savoir. » Texte et photo : Julia Beurq

La chronique

DE NICOLAS DON

UN SONDAGE GRANDEUR NATURE

Débarrassons-nous d’emblée de la question qui fâche : une fois de plus, sous prétexte d’élire les nouveaux députés européens, nous votons pour de « basses » raisons de politique intérieure, plutôt que pour de « hautes » raisons européennes, permettant de poursuivre la construction de notre maison commune. Ceci est valable dans la plupart des pays membres de l’UE, la Roumanie ne faisant pas exception à la règle. Une règle qui s’appliquera plus que jamais lors du scrutin du 25 mai. Les quelque 18 millions d’électeurs roumains doivent envoyer 32 représentants à Strasbourg et à Bruxelles. A la fin d’une morne campagne électorale, ils auront sans doute beaucoup de mal à distinguer les programmes des partis en lice. Tout simplement parce qu’ils se résument à « Europe », « bien-être », « prospérité », « fier d’être Roumain ». Sortis de là – et toutes les formations politiques en sont sorties dès le premier jour de campagne – on revient aux débats strictement nationaux, seul véritable enjeu de ce scrutin, aux yeux de la classe politique comme de l’électorat. Les ambitions affichées sont claires, à défaut d’être réalistes. La seule certitude que l’on puisse avoir concerne le vainqueur du 25 mai. Il s’agit de la coalition dirigée par le PSD du Premier ministre Victor Ponta. Les sociaux-démocrates et leurs alliés, UNPR et PC, tablent sur un somptueux 40%. Les libéraux de Crin Antonescu, membres fondateurs de cette union quittée avec fracas en février dernier, espèrent que leur nouvelle posture d’opposants leur apportera 20% des suffrages. Le PDL, l’ancien parti du président Traian Băsescu, rêve timidement du même score. Même s’il a perdu quelques poids lourds de renom. Emmenés par la très controversée Elena Udrea, ils viennent de fonder le PMP (Parti Mouvement Populaire). Forts d’un appui constant du président Băsescu – qui va jusqu’à s’afficher avec des T-shirts du parti – les vrais-faux nouveaux venus imaginent un nirvana à deux chiffres. Reste l’éternel parti magyar, l’UDMR, pas vraiment sûr, pour une fois, d’obtenir ses non moins éternels 7%. Deux autres formations rivales commencent en effet à lui tailler quelques croupières dans l’électorat hongrois, grâce à un discours nationaliste plus virulent. Au lendemain du scrutin, nous aurons donc un sondage, validé par les urnes. Question : Victor Ponta sera-t-il le successeur de Traian Băsescu ? Réponse définitive, le 16 novembre 2014.

AUPRES D'EUX

Gerland, région lyonnaise, septembre 2011. Le Père Matthieu Thouvenot a l'habitude de longer à vélo le campement rom qui se trouve sur son chemin. Mais l'habitude s'enraye le jour où tout est balayé par la police et où une pluie battante n'en finit pas d'achever le travail. Il y a des femmes, des enfants, et un jeune curé bien embêté qui ne peut pas rester les bras croisés. Le Père Matthieu Thouvenot ouvre alors, dans l'urgence, les portes de son église Saint-Antoine à une dizaine de familles originaires de Craiova. Ils y resteront dix mois. Et commence pour le prêtre une nouvelle aventure, inattendue, qui l'amènera à battre le pavé devant la préfecture pour soutenir ces éternels délogés, à faire résonner de la musique tzigane dans sa nef, à apprendre le romani, et à venir en visite en Roumanie pour voir d'un peu plus près ce qu'il en est.



Regard : Dans quelle mesure votre regard sur les Roms a-t-il changé depuis cette rencontre du 17 septembre 2011 ?

Matthieu Thouvenot : Il a changé tout d'abord au sens propre car avant, je le détournais quand j'en croisais dans la rue. Maintenant, c'est tout le contraire, mon regard est attiré, je me demande : tiens, est-ce que je les connais ? Comme je commence à en avoir rencontré un certain nombre, souvent on se salue... A part ça, maintenant, je les vois comme les membres d'un peuple d'une culture très belle, que je ne soupçonnais pas et qui m'intéresse beaucoup.

Qu'avez-vous appris en les côtoyant ?

Déjà, parmi ceux que j'ai accueillis, se trouvaient des musiciens. Puis j'ai vite découvert que leur langue est issue du sanskrit, ce qui m'a interpellé car c'est pour moi révélateur d'une culture très ancienne et profonde. J'ai lu des livres, des articles, fait des recherches pour en savoir davantage. A les voir au quotidien, j'ai été très frappé par l'importance des liens familiaux pour eux, et surtout, l'amour qu'ils portent à leurs enfants.

Quelles ont été les plus grandes difficultés auxquelles vous avez dû faire face dans cet engagement ?

Des difficultés très prosaïques, de gestion du quotidien, de plomberie... Héberger 65 personnes dans un garage, pendant dix mois... Cela pose des

problèmes très techniques ! Et puis il a fallu faire le tampon avec le voisinage qui se plaignait du bruit. Il paraît que les gens de Craiova parlent particulièrement fort, ce sont eux qui me l'ont dit. Pour le reste, ce sont des associations qui ont pris le relais afin de les aider dans leurs démarches: Forum réfugiés et le Secours catholique. Mais j'avais grand plaisir à les voir tous les jours, à les saluer, voir des enfants partout, de la vie. Cela me rappelait Madagascar où j'ai vécu.

Qu'est-il advenu de ces premières familles que vous avez accueillies ?

L'une d'elles est rentrée en Roumanie, une autre a été exclue du programme d'insertion pour de bonnes raisons, toutes les autres ont pu être logées,

accompagnées, avec les enfants scolarisés. C'est donc positif. Mais depuis, d'autres se sont présentées... Nous avons dépassé le nombre de 250 personnes hébergées, je ne compte plus. Trois familles roms sont encore là, depuis un an, et en bonne voie d'insertion. Mais maintenant, il y a aussi des Albanais, des Arméniens, des Africains... Des Français à la rue aussi...

« Je les vois comme les membres d'un peuple d'une culture très belle, que je ne soupçonnais pas et qui m'intéresse beaucoup »

Les gens restent une nuit, ou plusieurs mois. On m'appelle beaucoup, je dois souvent dire non. Il est fréquent que des instituteurs découvrent la situation de précarité de leurs élèves roms et me contactent ; je les encourage à trouver des solutions de proximité, avec les parents d'élèves, leurs collègues : c'est plus facile de trouver une solution pour une seule famille que pour une dizaine,

je le sais d'expérience.

Comment les choses évoluent-elles à votre avis ?

Je remarque que ça bouge. Depuis quelques mois, plusieurs autres paroisses, notamment, se mobilisent pour accueillir des familles roms. Quand nous sollicitons de l'aide, les gens sont plus nombreux à répondre. Quand je

témoigne de mon expérience, le fait que les gens me connaissent contribue à changer leur regard, leurs idées reçues à leur égard... En venant ici, en Roumanie, pour un court séjour, je me dis que je pourrais peut-être comprendre la situation de ceux qui partent, et témoigner mieux encore.

Propos recueillis par Béatrice Aguetant.
Photo : Mediafax

Moins de campements

Le nombre d'évacuations de campements illégaux de Roms en France a doublé en 2013 par rapport à 2012, selon un rapport de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et de l'European Roma Rights Center (ERRC) rendu public en janvier dernier. Au total, près de 20 000 personnes ont été concernées par ces démantèlements qui ont touché 165 campements sur 400 recensés en France. Des solutions partielles de relogement ont été proposées dans seulement 74 cas. Si les expulsions ralentissent d'ordinaire à l'approche de l'hiver, elles se sont maintenues durant le dernier trimestre de l'année dernière, ajoute le rapport. Ce décompte a été réalisé sur la base de témoignages d'associations et d'articles de presse. Le nombre de Roms vivant en France serait d'environ 15 000, un chiffre resté stable ces dernières années malgré la politique d'expulsion menée par les autorités françaises depuis 2005. J.M.

Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 72 pays

féderant plus de 13.800 professionnels

www.mazars.ro
www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- Assurance : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information,
- Conseil : Evaluations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets.
- Transactions : Due diligences ; Etudes de faisabilité ; Gestion du changement postérieur à l'acquisition.

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- Services de comptabilité : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives.
- Gestion de la paie et des dossiers du personnel

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés ; Secrétariat juridique, Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlements UE ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage.

Contact:
Jean-Pierre Vigroux, Managing Partner
Serge Gomers, Partner
Pipera Business Tower, Bd. Dimitrie Pompeiu nr. 6E, etaj 5, Bucarest
Tel +40 31 229 26 00 / +40 21 528 5757; contact@mazars.ro; www.mazars.ro

DES MOLDAVES PLUS LIBRES

Depuis le 28 avril, les citoyens moldaves, titulaires d'un passeport biométrique, peuvent désormais circuler librement dans l'espace européen sur une période 90 jours sans avoir besoin de visa. Après quatre années de négociations et d'implication, notamment de la part de la Roumanie, la République de Moldavie est devenue le premier pays du Partenariat oriental à avoir obtenu la libéralisation de son régime des visas. « *Un moment historique* », a déclaré le chef de la diplomatie roumaine Titus Corlăţean qui, dans un contexte de crise en Ukraine, a pressé les ambassadeurs européens à accélérer le processus de signature de l'accord d'association avec Chişinău, prochaine étape du parcours européen de la République de Moldavie. « *Son intégration au sein de la grande famille européenne figure parmi les priorités de la Roumanie* », a précisé à son tour le chef de l'Etat roumain Traian Băsescu. I.S. Photo : Mediafax



Athènes, le 28 avril, le Premier ministre de la République de Moldavie Iurie Leancă en conversation avec des membres de la diaspora moldave dans le cadre de l'événement « Sans visa pour l'Europe ».

Augmentation du budget Défense

Sur fond de troubles en Ukraine, Bucarest a décidé d'augmenter son budget Défense de 0,2%, soit environ 155 millions d'euros. L'annonce a été faite par le Premier ministre Victor Ponta à la fin du mois d'avril. L'argent supplémentaire devrait servir à moderniser les capacités militaires déjà existantes, en particulier les usines d'armement, et non pas pour de nouvelles acquisitions, a précisé Victor Ponta. Cette rallonge du budget 2014 a été approuvée par le Fonds monétaire international et l'Union européenne avec qui la Roumanie a signé un accord de financement préventif qui l'oblige à maintenir son déficit public à 2,2% du produit intérieur PIB cette année. A noter qu'en début d'année, Bucarest n'avait alloué que 1,4% de son PIB pour le secteur de la Défense, alors que la moyenne européenne est à 1,6%. J.M.

JOURNALISTES
FRANCOPHONES
ENSEMBLE

Depuis le mois d'avril, une nouvelle association de journalistes s'est créée : la Société de la presse et des journalistes francophones, comprenant 29 membres, dont des journalistes du Service en français de Radio Roumanie Internationale, de Radio Roumanie Actualités et Radio Roumanie Culture, de la Télévision publique, de divers journaux et magazines. Le statut de l'association stipule que cette Société compte « *promouvoir les valeurs d'un journalisme éthique, rigoureux, de qualité, pour le bien de l'intérêt général, et une collaboration intensifiée entre ses membres. (...) Tous les journalistes de Roumanie se reconnaissant dans ces valeurs sont invités à la rejoindre* ». D.C.

La presse en question

En Roumanie, la presse est souvent utilisée comme arme politique et instrument de pression, peut-on lire dans le dernier rapport FreeEx sur la liberté de la presse en 2013 lancé début mai par l'ONG Active Watch. Selon le document, les médias roumains sont souvent sous le contrôle de la classe politique et victimes de conflits d'intérêt, ce qui les pousse à mettre de côté leur mission d'informer le public et à abuser de la libre expression. Le même rapport précise que la chaîne nationale de télévision sert les intérêts du pouvoir, tandis que le Conseil national de l'audiovisuel s'avère incapable de décourager les mauvaises pratiques des médias. D'après le classement mondial concernant la liberté de la presse en 2013, la Finlande occupe la première position pour la quatrième année de suite, talonnée par les Pays-Bas et la Norvège. A l'opposé, on retrouve le Turkménistan, la Corée du Nord et l'Erythrée, des pays où la liberté de la presse est pratiquement inexistante. I.S. Photo : Mediafax



La chronique

D'ISABELLE WESSELINGH

AU-DELA, L'HUMAIN



A l'entrée de Tiraspol, capitale de l'auto-proclamée « République moldave du Dniestr » (Transdnistrie).

« Je voudrais ajouter une chose : n'oubliez pas que les gens là-bas sont des hommes, des êtres humains comme nous, avec leurs difficultés, leurs peurs, leurs espoirs. Je vois tellement de reportages où on ne s'attache qu'aux clichés sur un ton amusé, moqueur : la statue de Lénine, la nostalgie pour l'URSS, etc... mais au-delà de tout ça, il y a les hommes. C'est intéressant de les comprendre. » La diplomate, très impliquée dans les négociations pour résoudre le conflit entre la Moldavie et sa région séparatiste pro-russe de Transdnistrie, nous a glissé ce mot à la fin d'une discussion informelle, juste avant que nous partions vers Tiraspol, capitale de l'auto-proclamée « République moldave du Dniestr » (Transdnistrie). J'ai aimé cette phrase. Peut-être parce que j'ai toujours pensé que la mission d'un journaliste est d'aller au-delà des apparences pour comprendre ce qui anime les humains dans leur complexité. Il faut de l'empathie, cette « *faculté intuitive de se mettre à la place d'autrui, de percevoir ce qu'il ressent* ». A ne pas confondre avec la complaisance ni l'approbation.

Malheureusement, dans une époque où nombre de rédacteurs en chef préfèrent la simplicité d'une caricature brossée à grands traits plutôt que la complexité d'une peinture nuancée, la mission des journalistes se complique. Ce soir-là, cette « attente » d'un lecteur potentiel, le rappel de l'exigence qui doit être la nôtre m'a fait plaisir. Elle a sonné comme un encouragement, une compréhension de ce que certains d'entre nous essaient de faire, parfois bien, parfois mal, mais avec passion et conviction. En Transdnistrie, comment capter les plis et replis d'une société en cinq jours ? Surtout quand cette société vit dans un régime fermé et que le conflit en Ukraine voisine a exacerbé les tensions entre la Russie, l'Europe et les Etats-Unis. Comme souvent, les choses ont surgi presque entre les lignes, dans ces moments où l'interview est moins formelle, dans une promenade matinale avant une journée de travail. Oui, Tiraspol exhale une nostalgie pour l'Union soviétique, avec son Soviet suprême, ses statues de Lénine, son KGB. Et puis, il y a aussi les cerisiers en fleurs, des jeunes qui rient dans les cafés proposant du Wi-Fi, certains qui vont régulièrement à Chişinău, capitale de la Moldavie pourtant officiellement « ennemie », pour sortir ou exercer des activités sportives.

Il y a la présence militaire russe mais aussi des travailleurs sociaux qui rêvent d'accéder à des fonds européens pour développer l'entrepreneuriat social ou lutter contre la violence domestique. Anna, 28 ans, en a assez de vivre dans un pays qui n'existe pas aux yeux du monde, parce que chaque pas de la vie est compliqué. D'autres confient, anonymement, qu'ils veulent avant tout être fixés sur le statut de cet endroit où ils vivent, « *que ce soit avec la Moldavie ou la Russie* ». Sinon, l'hémorragie qui voit des dizaines de milliers de personnes émigrer pour une vie meilleure continuera et les emportera peut-être aussi. Et puis, une inquiétude profonde sur le conflit en Ukraine ravive les souvenirs de la guerre civile de 1992. Dans cette enclave pro-russe, la population ne se réjouit pas des tensions en Ukraine. Sur le marché, Elena, une vendeuse de primeurs, explique, elle, sa nostalgie de l'URSS en oubliant les millions de morts de l'époque stalinienne. Je ne sais pas si elle regrette vraiment ou si « la jungle » qui a suivi le démembrement de l'URSS lui fait idéaliser une époque révolue, une époque où elle avait 20 ans. Je repense alors au livre bouleversant de Svetlana Alexievitch, *La fin de l'homme rouge*, qui donne la voix à ces hommes et ces femmes de l'ex-espace soviétique, à ces humains brisés et souvent oubliés.

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.
Photo : Mediafax

Ce n'est plus une prison, mais un centre de détention. Et c'est l'une des modifications majeures que le nouveau Code pénal roumain apporte dans le domaine précis de la justice juvénile. Pour celui qui est enfermé entre ces murs, la différence est de taille, comme l'explique Jenie-Gianina Crăciun, directrice du centre pénitentiaire pour jeunes de Tichilești, dans le département de Brăila.

Moins réprimer POUR MIEUX REPARER

QUI POURRAIT IMAGINER QUE

cette femme élégante, soignée, parfaitement maquillée, a à sa charge plus de 300 jeunes voyous et criminels, et les quelque 200 employés qui les encadrent ? Ancienne porte-parole de la prison de haute sécurité de Galați, Jenie-Gianina Crăciun est depuis quatre ans à la tête de celle de Tichilești, à quelques dizaines de kilomètres l'une de l'autre. C'est sa région, à laquelle cette mère de famille au regard vif est très attachée. Visiblement passionnée par son travail, elle accompagne la mue de son établissement selon la nouvelle législation mise en place le 1er février dernier.

Désormais, les crimes commis avant l'âge de 18 ans ne sont plus sanctionnés par de la prison mais par des mesures alternatives sous probation (voir encadré), ou des mesures éducatives appliquées dans des centres éducatifs (pour les moins violents), ou des centres de détention. C'est ainsi que le centre pénitentiaire pour jeunes de Tichilești évolue, avec le défi crucial

de préparer la réinsertion de ses « pensionnaires » dans la société. « Les détenus concernés peuvent demander une remise de la moitié de leur peine si leur comportement est exemplaire, s'ils le méritent, s'ils démontrent une réelle motivation, s'ils se sont investis dans les activités ou les cours qui leur ont été donnés, s'ils s'avèrent aptes à pouvoir exercer un métier. Autant vous dire que c'est motivant pour eux. Cela change complètement l'esprit de notre établissement », remarque la directrice.

Autre réforme conséquente : les détenus avaient jusqu'à présent quatre régimes différents : ouvert, semi-ouvert, fermé, et isolement. Aujourd'hui, il n'y en a plus que deux : ouvert ou fermé. Ceux qui sont condamnés à moins de trois ans ont un régime ouvert : ils peuvent circuler dans l'enceinte de l'établissement « librement » ; ceux qui ont des peines allant au-delà ont un régime fermé : la porte de leur cellule reste close, et les déplacements contrôlés. Certes, le moindre écart peut faire basculer de l'un à l'autre...



Depuis 2007, il était prévu que le centre de Tichilești soit reconstruit. Après une pause en 2010 faute de financements, de nouveaux bâtiments ont enfin été inaugurés en 2012. Pour Jenie-Gianina Crăciun, « quand on voit côte à côte les anciens locaux qui datent des années 1950 et ceux-là, rutilants, c'est une belle image, pleine de promesse, qui prouve que des choses peuvent être réalisées ; cela donne de l'espoir pour le futur. De plus, les plus récents se prêtent parfaitement à leurs nouvelles fonctions ».

« Il est fondamental pour le jeune incarcéré de ne pas être stigmatisé par le crime qu'il a commis : il a encore le reste de sa vie devant lui »

Outre les impératifs de sécurité, la priorité est en effet donnée aux pro-

grammes éducatifs. Une authentique école de huit classes y a trouvé sa place, dont le directeur et le personnel enseignant dépendent du ministère de l'Éducation nationale... « Grâce à ces investissements récents, je crois pouvoir dire que nous sommes même mieux équipés que certaines écoles dites "normales". » Des formations professionnelles sont notamment dispensées : menuiserie, boulangerie, coiffure, maçonnerie, PVC, informatique, sur des périodes allant de 3 à 6 mois. « Il y a aussi bien sûr des activités psycho-sociales destinées à réduire la violence, la consommation de drogue, ainsi que des activités sportives et artistiques », ajoute la directrice.

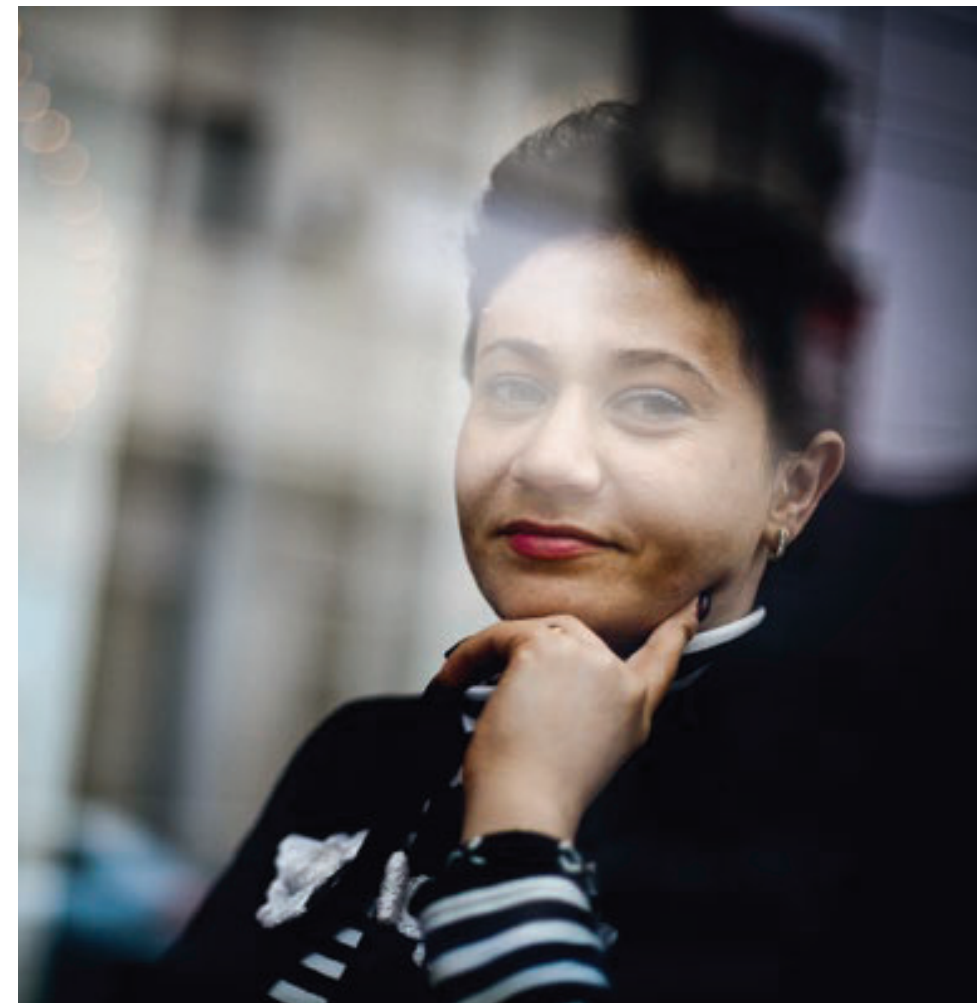
Parmi les 350 détenus actuels de Tichilești âgés de 14 à 27 ans, 60 sont mineurs. 222 adultes les encadrent : éducateurs, travailleur social, psychologues, personnel technique et administratif, et agents de sécurité, un pour

deux détenus, ratio honorable en la matière. Les chambres sont de quatre lits, ce qui est aussi un progrès... « Les trafics en tout genre sont plus faciles à détecter que dans un dortoir de 15 ou 20 ».

L'établissement se pose en modèle par rapport aux autres du même type en Roumanie grâce, entre autres, à la personnalité de Jenie-Gianina Crăciun qui cherche à faire évoluer les choses en allant voir ailleurs ce qui fonctionne pour s'en inspirer... « En Roumanie, nous ne faisons que ce qui est autorisé, ce qui est écrit noir sur blanc ; si ça ne l'est pas, on n'ose pas. À l'étranger, c'est l'opposé : ce qui n'est pas interdit est permis. Cela laisse beaucoup de place à l'imagination et la créativité. » Suède, France, Belgique, Italie, Autriche, Norvège, Danemark, elle a visité nombre de prisons, « et j'ai vu dans chaque pays de bonnes choses à emprunter ». Elle a par exemple récemment envoyé dix-huit membres du personnel en stage en Autriche, dont des gardiens... « J'ai particulièrement à cœur de les former car ce sont eux les premiers éducateurs, ce sont eux qui passent le plus de temps avec les jeunes. »

« Je suis frappée de voir à l'étranger le nombre de volontaires qui s'investissent dans les prisons, d'entreprises qui s'impliquent dans la réinsertion. Ce n'est pas du tout le cas ici »

La jeune femme constate sans se départir de son sourire qu'« il y a beaucoup de choses à faire, de choses à changer, à commencer par les mentalités. (...) Je suis frappée de voir à l'étranger le nombre de volontaires qui s'investissent dans les prisons, d'entreprises qui s'impliquent dans la réinsertion. Ce n'est pas du tout le cas ici. Or, il faut se préoccuper de l'après, la plupart de ces jeunes n'ont pas de famille, d'environnement stable, de moyens financiers qui puissent leur permettre de commencer une nouvelle vie. Il faut des structures qui puissent les aider à se loger, à travailler, pour qu'ils ne retournent pas dans leur vie d'avant ».



Pleine d'idées, de projets, de curiosité, Jenie-Gianina Crăciun mise sur l'avenir... « Avec cette nouvelle loi, on ne doit plus, par exemple, employer le terme "prisonnier" ou "détenu", mais "personne internée". "Prisonnier" évoque d'emblée le châtimement, alors que là, il y a une référence à des mesures alternatives, éducatives, porteuses d'espoir. C'est une nouvelle habitude que nous devons prendre, et qui me paraît très importante. Il est fondamental pour le jeune incarcéré de ne pas être stigmatisé par le crime qu'il a commis : il a encore le reste de sa vie devant lui. »

Béatrice Aguetant
Photo : Mihai Barbu

Sur la justice juvénile

En Roumanie, l'âge de la responsabilité pénale est 14 ans (13 ans en France). Selon l'administration pénitentiaire, 1,53% des détenus étaient en 2013 âgés de 14 à 18 ans, soit 512 individus. Ceux-ci étaient jusqu'alors répartis dans les quatre prisons et les deux centres de rééducation pour mineurs du pays, quelques dizaines dans des prisons pour adultes et un faible nombre en hôpital pénitentiaire. Le nouveau Code pénal entré en vigueur le 1er février dirige désormais les jeunes inculpés vers des mesures éducatives sous la surveillance du service de probation, telles que des stages de formation civique, études ou formation professionnelle, travail d'intérêt général, obligation de rester à son domicile les week-ends, restrictions de déplacement, etc. Ou vers des mesures éducatives « privatives de liberté », en centres éducatifs ou en centres de détention tels que celui de Tichilești.

Mais les acteurs de la protection de l'enfance dénoncent le manque de lois et de procédures judiciaires dédiées aux mineurs exclusivement, ainsi que les lacunes en formation spécialisée des acteurs de la justice juvénile. Il n'existe pas de brigade policière pour mineurs, et il n'y a qu'un seul tribunal pour mineurs, celui de Brașov. Des progrès sont cependant en cours, comme l'atteste l'inauguration récente de deux salles d'audition pour mineurs à Craiova et Cluj (voir le numéro 64 de *Regard*). B.A.

JEUNE ET EN MAUVAISE santé

La consommation d'alcool, de tabac et de substances interdites chez les jeunes roumains est de plus en plus précoce. C'est ce que révèle une étude internationale récente dénommée HBSC (Health Behaviour in School-aged Children), menée sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

26% DES GARÇONS ET 11% DES

filles de Roumanie ont fumé leur première cigarette avant l'âge de 13 ans, 12% des écoliers ont fumé du cannabis (en progression mais moins, toutefois, que la moyenne européenne), et 36% des garçons de 15 ans consomment de l'alcool chaque semaine. Par ailleurs, 48% des garçons et 17% des filles ont commencé leur vie sexuelle avant l'âge de 15 ans, et seulement 9% d'entre eux utilisent des moyens de contraception. Les constats de l'OMS sur les comportements des adolescents roumains âgés de 11 à 15 ans ont alarmé les spécialistes. « D'une part, on observe une hausse de la fréquence des comportements à risque pour la santé de ces jeunes ; de l'autre, il y a une régression des habitudes censées les protéger », déplore Gabriela Alexandrescu, présidente de l'organisation « Salvați copiii » (Sauvez les enfants).

« Ces habitudes malsaines exposent les jeunes à des risques majeurs, vu qu'il

s'agit d'organismes en développement qui ressentiront les effets de manière plus accentuée », renchérit Radu Țincu, médecin spécialiste en soins intensifs et toxicologie à l'Hôpital des urgences de Floreasca à Bucarest.

« **L'éducation, la santé et la culture doivent redevenir des priorités nationales**

Selon l'étude de l'OMS, moins de la moitié des écoliers roumains prend le petit déjeuner, 30% d'entre eux courent le risque d'être diagnostiqués d'obésité infantile (troisième place en Europe), et 18% des fillettes de 11 ans s'affament ou prennent des médicaments pour maigrir. Gabriela Alexandrescu estime que ce sont la famille et l'école qui devraient davantage jouer leur rôle et apprendre aux élèves à faire les bons choix. « Pas mal de ces enfants sont émotionnellement vulnérables. Ces

attitudes à risque caractérisent ceux en perte de confiance, et sans respect pour leur propre personne. Les jeunes équilibrés, entourés d'amour et d'attention, font l'expérience de certains risques spécifiques à leur âge, sans toutefois y trouver refuge », ajoute Gabriela Alexandrescu.

Les réalités révélées par l'étude de l'OMS traduisent aussi la situation socio-économique du pays. « Les parents sont devenus trop préoccupés d'assurer le bien-être financier de la famille, certains d'entre eux se voient obliger de travailler à l'étranger et de se séparer de leurs enfants. (...) Ceci étant, même si le statut social d'une famille est élevé, il ne garantit rien », précise Radu Țincu. Et de conclure : « La solution à ces phénomènes sociaux est à trouver dans les politiques publiques. L'éducation, la santé et la culture doivent redevenir des priorités nationales. »

Alexandra Pop

la révolution digitale est ici la 4G sur tout le pays

l'innovation change avec Orange

www.orange.ro/4G

le business change avec orange

A woman with long brown hair, wearing a green jacket and dark pants, is walking from left to right on a paved path. She is looking down at a small object in her hands. In the background, the massive, multi-story Palace of the Republic in Bucharest, Romania, is visible under a cloudy sky. The building has many windows and a classical architectural style. A low stone wall and some greenery separate the path from the building.

Les Roumains et **LE POUVOIR**

Quelle relation les Roumains entretiennent-ils avec le pouvoir ? Cette question à laquelle nous avons essayé de répondre concerne d'abord le rapport de la population au pouvoir politique. Et afin de mieux cerner le présent de cette relation, l'un de nos journalistes s'est longuement entretenu avec l'historien Lucian Boia. Parfait connaisseur de l'histoire contemporaine du pays, ce dernier dissèque les grandes tendances de l'évolution des liens citoyens/dirigeants sur les deux derniers siècles.

Le pouvoir politique n'est cependant pas le seul des pouvoirs, il y en a plusieurs, à différents niveaux, en Roumanie comme ailleurs. Mais l'un d'eux nous a paru particulièrement intéressant à analyser : celui de l'argent. La fascination pour le pouvoir de l'argent s'est décuplée depuis la chute du régime communiste. Quels sont les mécanismes sous-jacents à cette frénésie ? Pourquoi l'argent est-il devenu le maître-mot, et le maître tout court ?

Autre question qui nous a semblé importante, celui du pouvoir... au féminin. Si la société roumaine reste très masculine, voire misogyne selon certains, de plus en plus de femmes tiennent les rênes de grandes entreprises ou d'institutions publiques. Nous en avons rencontré plusieurs, certaines connues, d'autres moins ; chacune nous a confié comment elle vivait son « autorité » et la combinait avec sa vie personnelle.

Enfin, il fallait interroger les premiers auxquels on pense quand il s'agit de pouvoir : les hommes politiques. Deux d'entre eux nous ont reçus, non pas pour parler de leurs programmes, de leurs actions ou des méandres de la vie politique roumaine, mais pour qu'ils nous racontent comment ils vivent le pouvoir, ce qu'il représente pour eux, et ce qu'il devrait être selon eux. Afin que la relation entre les Roumains et le pouvoir fonctionne, qu'elle soit plus fluide, plus équilibrée, plus juste. L.C.

Lucian Boia est un historien très suivi. L'un de ses plus récents ouvrages, *De ce este România altfel ?*, s'est vendu à plus de 55 000 exemplaires. Il a reçu *Regard* dans la librairie de son éditeur Humanitas pour discuter du lien qu'entretiennent les Roumains avec le pouvoir, qu'il soit régime autoritaire ou démocratique.

Regard : Pourquoi le régime autoritaire est-il une caractéristique du système politique roumain ?

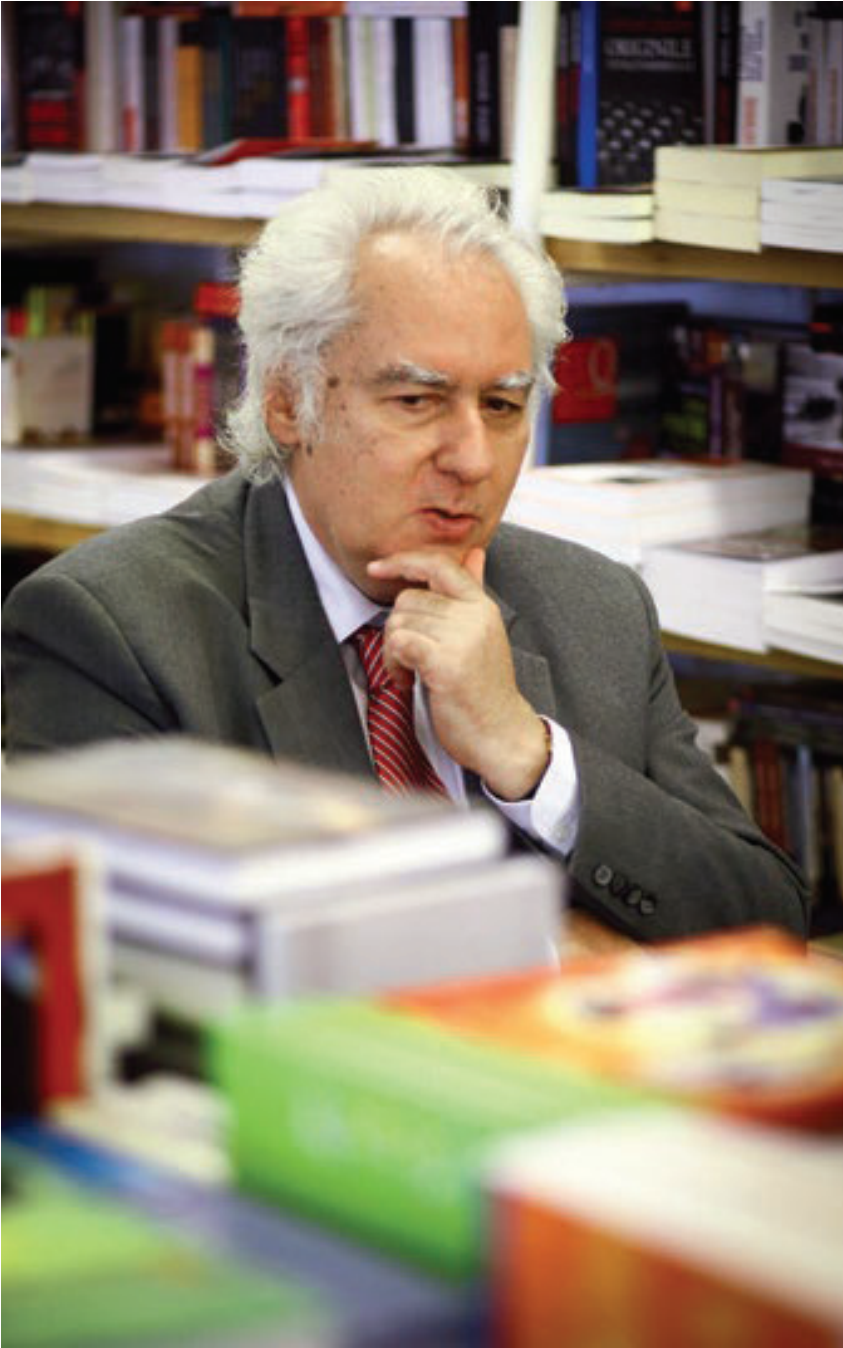
Lucian Boia : C'est en effet une caractéristique roumaine comme pour d'autres pays. D'un autre côté, on ne peut pas occulter les années 1930-40 où sept régimes politiques * se succèdent en moins de dix ans. C'est un cas unique en Europe. Ces sept régimes politiques ont promené les gens de la démocratie à l'extrême droite, puis vers l'extrême gauche et j'en passe. Vous avez à peu près toutes les possibilités de régime politique durant cette période. Au final, cela a dérouté les gens.

Certains s'adaptent toujours mieux que d'autres...

C'est effectivement ce sur quoi j'ai essayé de me pencher dans mon livre *Capcanele istoriei* (les pièges de l'histoire, ndlr) qui est sorti il y a deux ans,

- * Sur la période 1938-1947, sept régimes se sont succédé en Roumanie :
- Régime démocratique juqu'en 1938 ;
 - 1938-1940, dictature sous Carol II ;
 - 1940, plusieurs mois de dictature légionnaire ;
 - 1940-1944, dictature du général Antonescu ;
 - Août 1944-février 1945, réinstauration de la démocratie avec les gouvernements Sănătescu et Rădescu ;
 - 1945-fin 1947, gouvernement communiste de Petru Groza ;
 - Fin 1947, proclamation du régime communiste proprement dit.

Entre SOUMISSION et INDIFFERENCE



et dans lequel j'ai suivi l'évolution de l'élite intellectuelle roumaine et son rapport à l'espace public et politique, et donc aux idéologies. Il était d'après moi primordial d'observer comment les intellectuels se sont adaptés à ce remue-ménage. Certains traversent tous ces régimes contre vents et marées. D'autres non, et terminent souvent en prison...

Beaucoup se voient récupérés par le régime...

Bien entendu. L'Académie roumaine qui a été dissoute en 1948 pour laisser place à l'Académie de la République populaire a repris environ la moitié des académiciens de la période d'avant, surtout dans les sciences exactes. A l'inverse, les écrivains très impliqués dans la vie politique d'avant le communisme en ont été exclus. D'autres ont été marginalisés ou jetés en prison où beaucoup sont morts, comme l'historien Gheorghe I. Brătianu. Plusieurs ont payé pour leur orientation politique vu qu'ils avaient été ministres avant 1945. Une autre catégorie quitte le pays. Mais au final, une grande partie, et on l'oublie parfois, s'est parfaitement intégrée au nouveau régime.

Mais on ne parle donc pas ici de conviction vis-à-vis du pouvoir en place ?

Nombreux sont ceux qui jouent le jeu pour conserver une certaine liberté. Cela ne les empêche pas d'être suivis par la Securitate car le régime n'a pas confiance en eux, même s'il a clairement besoin de certains grands noms de la culture roumaine. Ils deviennent des personnalités de vitrine. C'est le cas de l'historien et critique littéraire George Călinescu, une célébrité qui dit un peu tout ce qu'il pense à l'époque. Cela le suit et apparaît dans son dossier, mais il restera au demeurant un personnage important pour le régime.

Avaient-ils réellement le choix ?

Ces gens-là ont choisi de faire un compromis intellectuel et moral avec le régime. Dans les années 1950, aucun nom important ne manifeste réellement d'opposition au régime communiste. C'est pourquoi on n'a pas eu en Roumanie ce qui s'est passé en Hongrie en 1956, ou plus tard en Tchécoslovaquie avec le Printemps de Prague. La société

roumaine a été beaucoup plus docile. Dans tous les autres pays, on a assisté à un broyage des antisystèmes. Les pratiques démocratiques, manifester, s'exprimer, ont alors germé de façon plus naturelle.

« Les Roumains n'étant au final qu'un peuple de paysans sous domination étrangère, tout cela a créé une certaine psychologie nationale : mieux vaut se soumettre plutôt que de se révolter ou de s'exprimer »

Pourquoi une telle docilité vis-à-vis du pouvoir ?

J'ai essayé d'expliquer cela dans mon livre *De ce este România altfel ?*. Tout relève de l'histoire. Or, la nôtre, d'un point de vue étatique et institutionnel, apparaît tardivement. Les principautés roumaines naissent au 14ème siècle. Jusqu'à cette époque, c'est le néant, alors que la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie sont des puissances régionales depuis plusieurs siècles. Nous sommes constamment en situation de dépendance. De plus, la structure sociale est sommaire : la société roumaine est rurale avec des paysans et des boyards, les villes sont peu développées. Quand une bourgeoisie roumaine commence à se dessiner au 19ème siècle dans les villes avec l'essor du commerce, celle-ci est en grande partie étrangère, avec des Grecs, Juifs, Allemands, Arméniens, etc. En Transylvanie, dans le Banat et en Bucovine, régions pas encore roumaines, le mélange de population y est encore plus grand en milieu urbain. Les Roumains, eux, sont quasiment tous des paysans, et minoritaires en ville.

D'où ce rapport éloigné avec les institutions ?

Oui, tout cela favorise des rapports de personne à personne et non pas de personne à institution. On observe des arrangements entre paysans et boyards, entre boyards et souverain, entre la Valachie et l'Empire ottoman, avec l'habitude de faire des compromis et de se soumettre. L'histoire roumaine est marquée par la soumission, qui

d'ailleurs caractérise une tactique : vous vous soumettez en apparence mais au moins vous faites ce qui vous convient. Notre histoire n'est pas celle d'un peuple héroïque contrairement à certains de nos voisins. Les Roumains n'étant au final qu'un peuple de paysans sous domination étrangère, tout cela a créé une certaine psychologie nationale : mieux vaut se soumettre plutôt que de se révolter ou de s'exprimer.

Cela explique l'abstention, le peu de manifestations ?

Oui. On voit rarement ici des cortèges de manifestants. En tout cas pas à la moindre annonce politique. Les gens sortent dans la rue juste quand un trop-plein de tensions s'est accumulé. On assiste alors à de grosses explosions comme lors de la révolte paysanne de 1907, ou bien sûr en 1989.

Quel a été le rapport des Roumains aux étrangers qui représentent aussi une certaine forme d'autorité ?

C'est une sorte de psychodrame. Le milieu urbain, on l'a dit, a été extrêmement cosmopolite contrairement au milieu rural. C'est d'ailleurs pour cela que le monde paysan et le mythe du "village roumain pur" est repris par les idéologies extrémistes. La ville, elle, est "polluée" par l'esprit étranger comme certains l'évoquent notamment dans les années 1930. L'histoire roumaine est intimement liée aux étrangers. C'est un pays qui par nature est frontalier dans son rapport aux autres et aux grandes constructions impériales. Cet espace a été à la marge du monde grec, romain, byzantin, ottoman.. C'est pareil aujourd'hui, d'une certaine façon, même si on est dans l'UE. L'isolationnisme roumain est paradoxal, car dans le même temps, on est dans une région par laquelle passe beaucoup de monde, une zone de contact avec les étrangers, cela se ressent dans les comportements adoptés par les élites. On parle de modèle slavo-byzantin, puis de modèle turco-phanariote. Ensuite il y a eu le passage brusque vers le modèle occidental au 19ème siècle, avec la France comme exemple à suivre. Après, retour vers l'Est, avec le communisme pendant 45 ans avant ce nouveau virage vers l'Ouest. Les Roumains sont de grands consom-

pour détruire les valeurs du communisme, l'idée de reconnaissance professionnelle a été complètement diluée. La seule reconnaissance et le seul prestige, c'était et cela reste l'argent », ajoute la sociologue Ana Bulai. Tout s'est renversé ; la doctrine communiste qui louait le travail ouvrier, celui des mineurs, des mécaniciens, des agriculteurs, était devenue obsolète; tous ces métiers sont devenus misérables du jour au lendemain... « Alors que les affairistes, les intermédiaires, ceux qui étaient précisément blâmés sous le communisme, allaient bénéficier d'un prestige social renouvelé. La fortune de la plupart des nouveaux riches de ce pays n'est pas le fruit d'un travail productif, mais de trafics, d'échanges,

de relations. Grâce à elle, ils se sont non seulement construits un statut social, mais continuent de tenir les rênes du pouvoir », poursuit Ana Bulai.

D'un autre côté, cet engouement pour l'argent, l'« avoir privé », ne serait pas le seul fait du démantèlement du régime communiste. Lors d'une conférence sur l'identité roumaine tenue au centre Saint Pierre Saint André de Bucarest début avril, l'anthropologue Vintilă Mihăilescu explique que la société roumaine est depuis des siècles d'abord et avant tout une « société paysanne ». Avec une particularité : « La propriété individuelle est un concept qui n'a jamais pu mûrir, soutient l'anthropologue. (...) Générations après générations, les

terres étaient partagées au sein de la famille, référence absolue. Le paysan roumain n'a donc jamais été libre. » Ce qui explique aussi, et peut-être de façon plus fondamentale, cette frénésie pour l'argent et l'obtention de biens à l'échelle strictement individuelle. Même si le propos demande à être nuancé. Les analystes s'accordent pour dire qu'aujourd'hui, une partie conséquente de la population – difficilement quantifiable –, formée de jeunes et de moins jeunes, ayant vécu sous le communisme ou pas, n'a pas été « touchée » par cette frénésie, et a su garder la tête sur les épaules. Elle vit simplement mais dignement.

Néanmoins, une autre bonne partie a,

elle, été bien « touchée », et fut parfois victime de façon très concrète de sa vénalité. Exemple : entre 1992 et 1994, le système pyramidal dénommé « phénomène Caritas » a généré plus de 5 milliards de dollars par la seule promesse d'un retour sur investissement huit fois supérieur à la mise de départ. Promesse évidemment non tenue. Les plus modestes y ont laissé leurs dernières plumes, et les bénéficiaires sont toujours dans la nature. Autre exemple, celui de la Société d'administration du fonds mutuel des hommes d'affaires (SAFI), qui promettait 40% de retour sur investissement par mois en 1993, avant de faire faillite en 1996 – et de bien remplir certains portefeuilles. Pendant les années 1990, ce genre d'entourloupe

a connu de beaux jours, parallèlement aux arrangements entre politiques et hommes d'affaires dans le rachat-vente de grands conglomerats industriels, de terrains, de banques d'Etat...

« Au sein d'une société qui a accumulé les frustrations, la réussite n'a de sens que si elle s'affiche. Les belles voitures et les gadgets onéreux jouent le même rôle que les médailles et les insignes d'avant », renchérit Ana Bulai. Et cela ne s'arrête pas là. « A quoi bon avoir de l'argent s'il ne se matérialise pas aussi en pouvoir reconnu ? », ajoute Ciprian Necula. D'où la présence de nombreux « affairistes » dans la sphère politique – phénomène que l'on retrouve évidemment dans d'autres pays ex-commu-

nistes. « Le mythe de Ștefan cel Mare ou de Mihai Viteazul (figures légendaires, héros nationaux omniprésents dans l'éducation des enfants roumains, ndlr) a fortement influencé l'esprit des politiciens contemporains élevés dans la propagande national-communiste, et il domine également chez beaucoup d'hommes d'affaires qui désirent faire plus pour leur pays, mais aussi pour eux-mêmes », poursuit le sociologue.

Et Ana Bulai de conclure : « Même l'élite intellectuelle a été séduite par l'appât du gain. Quand elle s'est retrouvée à un moment donné proche du pouvoir, l'orgueil personnel ou la possibilité de s'enrichir a prévalu sur l'intérêt général, qu'elle disait pourtant défendre. »

Les ventes de Ferrari en Roumanie ont connu une croissance de 5 à 8% ces dernières années. En 2013, Ferrari a vendu 39 voitures. Coût moyen d'un exemplaire : 260 000 euros. Source : Forza Rossa.



Carmen Constantin
Photo : Mediafax

Le regard
du psychologue

« Pendant le communisme, être riche n'avait pas de sens, avoir du pouvoir était tout ce qui importait, explique le psychologue Bogdan Lucaciu. "Avoir" ne signifiait pas posséder, mais disposer de permis d'accès, de prérogatives. L'anthropologue Mihai Pop a observé qu'avant la Seconde Guerre mondiale, le paysan posait la simple question : "Ce faci ?" (comment vas-tu ?, ndlr). Avec l'avènement du communisme, la question est devenue : "Cum te descurci ?" (comment tu te débrouilles ?, ndlr). Une véritable "psychologie de l'arrogance" s'est peu à peu installée, du pouvoir sur autrui. Puis, à partir des années 1960, une "bourgeoisie rouge" est apparue, la fameuse nomenklatura, ceux qui pouvaient obtenir des biens interdits, voiture de service, passeport, devises étrangères, logement confortable... Ce qui a déclenché une envie déculpée pour tous ces fruits défendus au sein d'une bonne partie de la population. Après la chute du communisme, les choses se sont accélérées. L'argent est devenu la valeur suprême, le pouvoir qu'il procure s'affiche avec ostentation, dans la lignée de la nomenklatura. »

Qu'ont en commun le recteur de l'Ecole nationale des sciences politiques et d'administration (SNSPA) de Bucarest, le directeur de Dior Roumanie, ou le procureur général de la Direction nationale anti-corruption (DNA) ? Ce sont toutes des femmes... Des femmes brillantes qui ont patiemment gravi les échelons et occupent désormais des fonctions de pouvoir généralement réservées aux hommes.

Au féminin

« **LES FEMMES ONT BIEN PLUS DE pouvoir que les hommes, mais elles l'atteignent beaucoup moins facilement qu'eux...** », lance Monica Macovei en entrant dans son bureau. L'ancienne ministre de la Justice sait de quoi elle parle. Quand on évoque la personnalité féminine la plus puissante de Roumanie, son nom est souvent cité. A la fois crainte et admirée pour son indépendance, cette femme de 55 ans a toujours fait de la lutte anti-corruption son cheval de bataille. Elle n'attribue son succès qu'à « *beaucoup de travail et d'obstination* », ce qui l'a conduite à être nommée en 2004 ministre de la Justice dans le gouvernement de Călin Popescu Tăriceanu. Cinq ans plus tard, elle était élue au Parlement européen.

Remarquablement simple, Monica Macovei reste discrète sur la sensation d'avoir du pouvoir, elle qui a beaucoup fait pour « nettoyer » la classe politique des élites corrompues. Elle reconnaît cependant avoir parfois ressenti son influence. Et raconte un épisode de sa vie politique, le sourire au coin des lèvres... « *Je me rappelle qu'à l'époque, j'avais refusé d'aviser une ordonnance d'urgence, alors que tout le gouvernement me mettait la pression pour que je la signe. Le Premier ministre m'a alors demandé d'aller prendre l'air pour y réfléchir une demi-heure, ce que j'ai fait. "Alors, tu signes ?", m'a-t-il demandé quand je suis revenue. "Non", ai-je répondu. C'est vrai qu'il faut avoir un certain pouvoir pour dire non au Premier ministre. Pour beaucoup cela paraît difficile, mais moi je n'étais pas devenue ministre de la Justice pour faire des compromis.* »

DES EXPERIENCES CONTRASTEES

« *Je ne me suis jamais sentie comme une femme, mais comme quelqu'un qui*

avait une tâche à exécuter, un travail à faire, poursuit Monica Macovei, *que ce soit comme ministre ou comme euro-parlementaire, jamais on n'a essayé de me faire comprendre que j'étais différente ou moins compétente parce que j'étais une femme.* »

Le vécu de l'ascension et du pouvoir pour une femme peut néanmoins s'avérer difficile. Alina Bârgăoanu, 39 ans, est récemment devenue le recteur de l'Ecole nationale des sciences politiques et d'administration (SNSPA) de Bucarest, une promotion qu'elle qualifie elle-même de « *spectaculaire* »,

tant vu son âge que son genre. Seulement deux hommes plus jeunes qu'elle et trois femmes occupent la fonction de recteur dans le pays.

Son parcours de seize années au sein de cette université est classique et méritant, tout comme celui de ses confrères masculins. Pourtant, il y a un an, quand elle a pris ses fonctions, elle s'est butée à la réticence de certains. Elle raconte ses premiers pas en tant que recteur : « *Une fois, j'ai eu droit à un commentaire du type "Qu'est-ce que cette fille fait là....". C'étaient bien mon âge et mon genre qui bloquaient, mais*

j'ai su les valoriser, et ils sont maintenant mes alliés. Je reconnais que la société roumaine a des disponibilités assez réduites pour accepter qu'une femme occupe un poste de direction. Il y a un an, je l'ai ressenti de manière très forte, peut-être aussi parce qu'il y avait un blocage dans ma tête dû à notre culture. »

Dans le milieu des affaires, les femmes sont plus présentes. 40% des entreprises familiales ou individuelles roumaines et beaucoup de grandes compagnies privées, telles Rompetrol, sont dirigées par des femmes. Cela pourrait même être un avantage, comme l'explique Camelia Șucu, femme d'affaires connue en Roumanie, présente dans de nombreux domaines, et notamment le design. « *En tant que femme, je sens que je peux parfois surprendre les hommes. Bien sûr, la société roumaine est miso-*

gyne et dominée par les hommes, mais je n'ai aucun problème avec ça à partir du moment où pour rien au monde je ne voudrais prendre leur place... ».

Même son de cloche du côté de Dana Petcu, la directrice de Dior Roumanie, qui gère depuis 2010 une équipe de 18 employés et 700 vendeurs. Très élégante, cette belle brune de 40 ans, qui toute petite jouait déjà à la vendeuse, a été une pionnière dans le domaine des cosmétiques en Roumanie. Dans ce milieu qu'elle côtoie depuis 1992, Dana Petcu soutient en souriant qu'« *au contraire, ce sont plutôt les hommes qui sont désavantagés...* ».

ET LA FAMILLE ?

La dévotion totale pour le travail est un trait commun à toutes ces dirigeantes. Et lorsque la maternité entre en jeu,

cela peut poser problème. « *Je n'ai jamais réussi à concilier ma vie familiale et professionnelle*, révèle Monica Macovei, *et personne ne m'a jamais reproché de faire passer mon travail avant ma famille, sauf peut-être mon fils de 21 ans...* ». Lorsqu'elle a été nommée ministre de la Justice, son père l'a gratifiée d'un « *très bien, ma fille* », alors que sa mère s'en est plaint. « *C'est encore moi qui vais m'occuper de ton fils...* », lui a-t-elle dit, sans que cela atteigne celle qui avait déjà fait son choix de vie.

« *Dans notre société, il est très dur d'être à la fois mère et exercer un poste de direction, car bien souvent c'est à la mère qu'incombe la responsabilité de la famille*, confie Alina Bârgăoanu. *Je dois être responsable à la maison comme au travail. Quoi qu'il en soit, je fais passer ma responsabilité de recteur avant celle de mère, et cela au grand désespoir de ma fille de neuf ans qui, bien qu'elle soit fière de moi, aimerait parfois que je m'occupe un peu plus d'elle.* »

Dana Petcu, qui n'a pas encore d'enfant, regrette par ailleurs que « *parfois, dans le milieu des affaires, les hommes refusent de mettre une femme à la tête d'une grande compagnie car ils ne veulent pas prendre le risque qu'elle tombe enceinte, et qu'elle arrête de travailler pendant deux ans* ».

Toutes reconnaissent cependant que les mentalités changent et que les freins pour accéder au pouvoir sont moins importants qu'avant. C'est surtout en politique que des progrès restent à faire. Côté parité, la Roumanie est à la traîne avec seulement 11% de femmes parlementaires, et cinq femmes ministres sur 27 dans l'actuel gouvernement. Certes, des initiatives existent, comme celle de la députée démocrate-libérale Andreea Paul qui milite pour la création d'un cadre législatif quant à l'entrée des femmes en politique. Et puis l'exemple de Laura Codruța Kovesi, aujourd'hui procureur général de la Direction nationale anti-corruption, un poste clé pour la mise à l'écart des élites corrompues, montre à lui seul que les choses changent effectivement.

Julia Beurq

Dessin : Sorina Vasilescu



Comment les hommes politiques roumains vivent-ils le pouvoir ? *Regard* a posé la question à deux figures antagonistes de l'échiquier politique. Le premier, Andrei Chiliman, vieux briscard libéral, en est à son troisième mandat de maire du secteur 1 de Bucarest. Le deuxième, Remus Cernea, jeune écologiste, a été élu pour la première fois au Parlement en 2012.

HEUREUX ELUS?

Comment vivez-vous le pouvoir ? Est-ce un défi, une chance ou plutôt un casse-tête dans le contexte roumain ?

Andrei Chiliman : Vous savez, en Roumanie, la décentralisation a commencé tard, au début des années 2000, et c'est un processus qui n'est pas encore terminé. Dans ce contexte, deux options se sont présentées pour les maires de tout le pays : se laisser conduire par le système ou essayer d'imposer son propre rythme. La majorité a été tentée par la première voie, la plus facile. De mon côté, j'ai essayé de changer les modes de travail, les mentalités... Et ça n'a pas été facile. D'un endroit qui n'était pas rassurant, j'ai dû transformer la mairie en une institution où les Bucarestois se sentent bien accueillis, où les fonctionnaires sont responsables et ne donnent pas tout le temps l'impression qu'on les dérange. Car finalement, l'autorité locale est un pouvoir au service des citoyens.

Remus Cernea : J'ai milité dans le milieu associatif pendant douze ans, j'ai organisé une trentaine de manifestations, j'ai intenté plusieurs procès au gouvernement... Mais je me suis heurté à chaque fois au mur qu'est le pouvoir politique. Peu importent les arguments ou les manifestations, c'est la décision politique qui aura toujours le dernier mot, que ce soit celle du Parlement, du gouvernement ou du conseil local. C'est pour cette raison que j'ai décidé d'entrer en politique. Je pense que la politique devrait être l'une des choses les plus nobles qu'un homme puisse faire dans sa vie. Pourquoi ? Parce que lorsque vous faites de la politique de façon honnête, pour promouvoir des



Andrei Chiliman

valeurs en accord avec votre conscience, cela signifie que vous dédiez une partie de votre temps, de votre énergie, de vos qualités pour l'intérêt général.

Quelle relation entretenez-vous avec votre électorat ?

Andrei Chiliman : Je rencontre les citoyens par trois biais. Tout d'abord à la mairie, en audience. J'organise également des rendez-vous dans les quartiers une fois tous les trois mois environ. Ces rencontres sont importantes car c'est une façon de déplacer les audiences sur le terrain. Il y a enfin les rencontres lors du suivi de chantiers, comme la réhabilitation thermique des

immeubles. C'est à ce moment-là que les gens me signalent, par exemple, le manque de places de parking dans certains quartiers. Aller sur le terrain représente environ 20% de mon temps de travail. D'ailleurs, généralement, je suis habillé de façon à pouvoir aller autant à une réunion dans un ministère que sur un chantier. Je ne mets jamais de chaussures élégantes, je préfère qu'elles soient très confortables.

Remus Cernea : J'aime croire que j'entretiens une relation très ouverte avec mes électeurs. Je communique beaucoup avec eux par le biais de ma page Facebook, mais aussi dans la rue, toutes les semaines. Les gens m'ar-



Remus Cernea

rêtent, me félicitent, m'encouragent, me posent des questions. Je vais à Constanța, où j'ai été élu, le plus souvent possible. J'y tiens des conférences de presse. Je pense qu'un homme politique est d'abord un citoyen qui décide de s'impliquer.

En raison du comportement de certains politiques, le pouvoir en Roumanie est synonyme de privilèges, de corruption, d'influence...

Andrei Chiliman : Effectivement, l'impression générale est que ceux qui occupent une fonction publique ont comme but principal leur propre enrichissement. Peu importe les moyens, tant que c'est rapide. Je ne me suis pas présenté pour cela. Je possède un patrimoine que j'ai récupéré après une décision de justice. Ma femme est architecte et elle aussi provient d'une famille qui a eu de nombreuses propriétés avant les nationalisations communistes. L'enrichissement personnel n'est donc pas le but pour lequel je suis là.

Remus Cernea : Sur ce sujet, je voudrais rappeler qu'il y a d'abord un système électoral très injuste. Un parti est obligé de payer une taxe de 370 000 euros pour participer aux élections parlementaires au niveau national. C'est énorme. Les conséquences ? Pour payer cette contribution, les partis vendent les places de leurs listes électorales, et nombreux sont ceux qui les achètent. Du coup, qui peut se permettre de devenir candidat ? Des jeunes diplômés en sciences politiques ou en philosophie ? Des membres de la société civile ? Non, seulement les personnes qui ont beaucoup d'argent et dont l'intérêt premier est de développer leurs affaires. Le système politique et électoral dans son ensemble est devenu un marché de vente et d'achat de positions publiques. Et on peut facilement le vérifier dans la composition de la classe politique roumaine. Nous sommes en crise sévère d'hommes politiques véritables.

Qu'a changé le pouvoir pour vous ?

Andrei Chiliman : Rien, j'ai plus de responsabilités, c'est tout. Je me demande d'ailleurs pourquoi on utilise autant de systèmes de surveillance pour

quelqu'un qui occupe une fonction publique dans ce pays. Ce n'est pas normal. De quoi avoir peur ? Si vous avez peur des gens, votre place n'est pas dans la politique. Je suis l'adepte du système des pays scandinaves. Là-bas, le Premier ministre ou les ministres vont au travail en vélo et n'ont pas de gardes du corps. Ils ne sont pas au-dessus des autres citoyens. En Roumanie, les hommes politiques pensent que leur importance est relative au nombre de gardes du corps qui les suivent. Or, le poids d'un élu se mesure plutôt par ses initiatives et ses projets.

Remus Cernea : Je fais partie de l'opposition, donc je n'ai pas de pouvoir. Cependant, même si mes propositions ne sont pas adoptées par le Parlement, je pense que je possède le précieux pouvoir de générer des débats. La Roumanie est restée loin derrière les pays d'Europe de l'ouest et même de certains pays d'Europe centrale en ce qui concerne la nature des thèmes abordés dans le milieu politique. Pendant des dizaines d'années, nous n'avons pas parlé de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, des homosexuels ou encore du droit des animaux. En entrant au Parlement, j'ai réussi à soulever beaucoup de ces questions. Ce sont des choses que je soutenais déjà lorsque j'appartenais à la société civile. Mais aujourd'hui, j'ai un impact médiatique mille fois plus important. Voilà ce qu'a changé le pouvoir pour moi.

Pensez-vous que le pouvoir est entre les mains de ceux qui le méritent en Roumanie ?

Andrei Chiliman : Le pouvoir est entre les mains de ceux qui ont reçu un mandat de la part de la population. Mais si les partis désignent des gens qui ne savent pas quoi faire de leur pouvoir et de leur fonction publique, tout le pays en subit les conséquences. Je pense que les personnes qui occupent des postes de responsabilité devraient être mieux choisies par les partis, et non pas pour leur obédience ou leurs relations. Le professionnalisme et la capacité de conduire légalement une administration publique devraient être les critères primordiaux.

Remus Cernea : Je crois très fort en la

démocratie. Elle n'est pas parfaite, c'est sûr. Mais je pense que nous devons construire une société où les gens qui ont des opinions diverses puissent se regrouper en partis. En Roumanie, malheureusement, nous sommes loin de la démocratie. Non pas parce que nous n'avons pas de partis, mais parce que ces derniers n'ont pas de contours clairs. Ils n'agissent pas en fonction de principes et de valeurs. Tous les grands partis se ressemblent, seul leur nom est différent. Il n'y a aucune différence de substances entre eux. C'est la même hydre politique avec des têtes différentes.

Le pouvoir politique actuel aurait donc, selon vous, pas mal de chemin à faire avant d'être respecté...

Andrei Chiliman : Le pouvoir devrait faire fonction de modèle. Il devrait être exercé de façon à apporter quelque chose aux citoyens et à la communauté. Peut-être que je suis un idéaliste mais on fait de la politique pour laisser quelque chose derrière soi. Je me suis donné comme mission de rendre la mairie plus proche des gens et je pense que j'ai pas mal réussi. J'ai été réélu en 2008 et en 2012, et si tout se passe bien,

je me représenterai peut-être en 2016.

Remus Cernea : Un politique devrait être un modèle pour la société. Il devrait assumer le fait d'avoir un certain comportement et utiliser un certain langage. Malheureusement, il y a trop de dérapages. Que ce modèle soit positif ou négatif, il est clair que les hommes politiques exercent une influence sur la qualité d'une société. En Roumanie, les élus savent seulement générer de la nervosité. Ils égarent les citoyens au lieu d'être une source de repère et d'équilibre. Il est normal qu'il existe des opinions différentes, des luttes entre les partis, mais une démocratie est d'autant plus mature que ces controverses se basent sur des différences de principes. Or, en Roumanie, on insiste sur des aspects personnels, on essaie sans cesse de montrer que son adversaire politique est indigne, corrompu et mauvais. La société roumaine a sa part de responsabilité car elle ne fait pas suffisamment pour changer ses dirigeants dont elle se plaint.

Propos recueillis par Mihaela Cărbunaru et Jonas Mercier.
Photo : Mihai Barbu

Les ONG prennent du poids

Malgré une histoire assez récente, le secteur associatif en Roumanie s'exprime aujourd'hui d'une voix crédible, gère des fonds européens et attire des spécialistes de tous les domaines. Pourtant, ses relations avec la classe politique locale restent limitées. « Les ONG sont vues plutôt comme un mal toléré, non pas un partenaire indispensable, en raison notamment de leur mauvaise habitude de toujours tout critiquer, estime Viorel Micescu, directeur du Centre d'assistance pour les organisations non gouvernementales (Centras). Leur influence reste néanmoins très importante parmi les partenaires externes, et il n'est pas exagéré de dire qu'à l'étranger, un leader d'ONG roumain sera parfois plus crédible qu'une personnalité politique. »

Afin de combler ce vide de communication et de coopération avec le pouvoir politique, les représentants du secteur associatif se sont donné comme mission de signer avec le gouvernement et le Parlement une politique publique nationale concernant les ONG. Plusieurs documents ont été rédigés et sont actuellement en cours de négociation. « Le secteur ONG fait des progrès autant au niveau quantitatif que qualitatif, il est donc temps de reconnaître son rôle dans la société, ne serait-ce que pour les services sociaux qu'il déploie au niveau national. Mais aussi vu son rôle de partenaire de dialogue avec le pouvoir central, soutient Mihai Lisetchi, directeur de l'Agence pour l'information et le développement des ONG (AID-ONG) de Timișoara. La classe politique change tous les quatre ans, ainsi que la direction des institutions publiques qui sont fortement politisées. Cela empêche une vision sur le long terme. C'est pourquoi il est important d'avoir une politique nationale qui définit le cadre de cette relation, autant pour la consultation que pour le financement des ONG, par exemple. » M.C.



LE POUVOIR DE L'EGLISE

L'église Sfânta Vineri à Drumul Taberei, Bucarest. Selon le Centre d'étude de l'opinion et du marché (CSOP), 67% des Roumains font confiance à l'Eglise orthodoxe (sondage réalisé en octobre dernier). Un pourcentage en légère baisse que les sociologues expliquent par le « changement générationnel ». Ceci étant, l'influence de l'Eglise, son pouvoir sur la population, reste important. A lire ou relire, le numéro 45 de *Regard* (mai 2010) sur *Le pouvoir de l'Eglise*. Texte et photo : Julia Beurq



Avec ses maisons coquettes et ses infrastructures modernes, Dumbrăvița, commune désignée la plus riche de Roumanie, n'a rien à envier à ses cousines de l'Europe occidentale. A l'autre bout de l'échelle, Necșești, considérée comme le pôle de la pauvreté, peine à offrir à ses habitants un minimum de conditions de vie décentes. En Roumanie, les écarts entre les collectivités les plus aisées et les plus déshéritées ne cessent de se creuser.

A L'ECART

« NOTRE SECRET ? LE TRAVAIL

honnête », dit Miklos Arpad, maire adjoint de Dumbrăvița, commune située à quelques km de Timișoara, qui entretient des liens étroits avec la Hongrie voisine. Des projets de coopération transfrontalière auxquels s'ajoutent des programmes bénéficiant de fonds européens – plusieurs millions d'euros au total – ont joué un rôle crucial dans l'essor de la commune et le bien-être de ses habitants.

« Si les gens n'étaient pas venus construire des maisons et investir ici, rien de tout cela n'aurait été possible », explique M. Arpad, précisant que le nombre d'habitants a explosé en dix ans, passant de 1 700 en 2002 à plus de 7 400 l'année dernière. Selon lui, travailler dans l'administration de la commune désignée « la plus développée » de Roumanie par une étude sociologique récente, est certes une fierté mais aussi quelque peu frustrant : « On nous dit souvent : vous avez suffisamment d'argent et donc plus besoin de fonds du budget public... ». En 2014, Dumbrăvița compte sur des recettes de 20,5 millions de lei (environ 4,5 millions d'euros), une belle somme dans un pays où la plupart des communes ne survivent que grâce aux transferts d'argent du budget public.

Necșești, au sud du pays, désignée « commune la plus pauvre » de Roumanie par cette même étude basée sur sept indicateurs de développement social, compte, elle, sur des revenus d'à peine 1 million de lei en 2014 (un peu plus de 200 000 euros), et espère recevoir 40 000 lei supplémentaires du gouvernement pour payer les allocations sociales. Un projet visant à introduire l'eau courante et le tout-à-l'égout dans cette commune du département de Teleorman achoppe depuis plusieurs années en raison des difficultés à obtenir des fonds européens et des réticences des habitants.

« Notre population est vieillissante, les gens ne peuvent pas se permettre de payer pour avoir l'eau et la canalisation chez eux », explique le maire Angel Soare. D'après lui, la commune compte aujourd'hui 1 200 habitants, dont 990 retraités, anciens employés de la coopérative agricole communiste. « Les jeunes sont partis travailler en ville, notamment à Bucarest, et ne sont plus revenus », regrette-t-il. Selon les sociologues, le vieillissement de la population, un fléau qui touche notamment le sud du pays, est l'une des premières causes de la pauvreté d'une région. Un autre facteur déterminant est l'éducation.

« Les écarts entre départements se sont fortement creusés entre 2010-2012 par rapport à 2007-2009 », indique le sociologue Dumitru Sandu. Ces écarts sont avant tout liés au niveau d'éducation des habitants, souligne-t-il, précisant qu'il ne s'agit pas d'un phénomène récent, puisque les poches de pauvreté de l'est et du sud de la Roumanie ont depuis toujours été superposées aux zones où le niveau d'éducation était le plus faible.

« *Quand on parle de pauvreté, il n'y a pas de fatalité, mais uniquement une très grande inertie et une organisation précaire* »

Les chiffres de la Commission pour les prévisions économiques (CNP) confirment l'aggravation de ces disparités : si en 2005 la différence du produit intérieur brut (PIB) par habitant entre Bucarest et le nord-est était de 4 900 euros, en 2012 elle était de 10 720 euros. Pendant cet intervalle, le PIB par habitant a doublé à Bucarest, passant de 7 400 euros à 14 600, tandis que dans le nord-est, il a à peine progressé de 2 500 à 3 800 euros.

Selon M. Sandu, l'émiettement du territoire complique encore plus la situation : la Roumanie compte 2 861 communes, soit presque autant que la Pologne – dont le territoire est d'un tiers plus grand –, avec une moyenne d'à peine 3 400 habitants. Un quart d'entre elles comptent moins de 2 000 habitants. « Il est vrai que les distances géographiques entre les unités territoriales sont relativement réduites, mais l'absence d'autoroutes rend difficiles les liens intercommunautaires », ce qui entrave le développement, poursuit le sociologue.

« Quand on parle de pauvreté, il n'y a pas de fatalité, mais uniquement une très grande inertie et une organisation précaire » des autorités, estime Dumitru Sandu qui appelle à une mobilisation de tous les acteurs, au-delà des cycles électoraux, pour « trouver le diagnostic correct et mettre en place des projets de développement ».

« Les autorités centrales devraient permettre aux mairies d'offrir des avantages fiscaux ou d'autres facilités aux investisseurs, parce que ce sont bien les mairies qui sauront le mieux comment faire pour sauver la localité », souligne de son côté l'analyste économique Dan Popa. Selon lui toutefois, plus que les avantages fiscaux, ce qui compte dans la décision d'une compagnie de s'implanter dans une région, c'est la présence d'un bon réseau d'infrastructures de transports, ainsi que des systèmes d'alimentation en eau, en gaz et de canalisation qui fonctionnent. Au-delà du coût de la main-d'œuvre, un facteur évidemment important.

Si les régions les plus défavorisées semblent s'enliser de plus en plus dans la précarité, le sociologue Dumitru Sandu souligne néanmoins que le sud de la Roumanie a récemment « détrôné » le nord-est, encore récemment vu comme le pôle de la pauvreté. En 2002, les villages des départements de Botoșani, Iași et Vaslui étaient beaucoup plus démunis que ceux du sud du pays. En 2008, le niveau de pauvreté était quasiment égal, tandis qu'aujourd'hui ces communes ont dépassé le sud en termes de prospérité, bien que relative. L'explication ? La vague d'émigration vers

les pays d'Europe de l'ouest a débuté plus tôt parmi les habitants du nord-est de la Roumanie que parmi ceux du sud, et les transferts de fonds vers leurs familles ont contribué à réduire la pauvreté.

« Cela peut paraître surprenant que deux départements situés à proximité de Bucarest – Teleorman et Giurgiu – soient parmi les plus pauvres de Roumanie. Mais le phénomène s'explique par

décide de fermer ses portes ou de transférer sa production dans un autre département, tout s'effondre, le chômage explose et les recettes publiques dégringolent.

En 2008, avant l'éclatement de la crise économique, Sălaj comptait douze compagnies ayant plus de 250 employés. Aujourd'hui, ce département n'en compte plus que cinq et arrive à la queue de ce classement dominé par



Jardin public de Loamneș, département de Sibiu. La Roumanie compte 2 861 communes, soit presque autant que la Pologne – dont le territoire est d'un tiers plus grand –, avec une moyenne d'à peine 3 400 habitants.

l'attraction qu'exerce la capitale sur les élites locales », précise M. Sandu. En clair, les gens les plus éduqués et les mieux formés quittent leurs communes natales pour s'installer dans la capitale, alors que de moins en moins de personnes sont prêtes à faire la navette, faute d'un réseau de transport adéquat.

Le même phénomène est visible en Transylvanie, dans les départements de Sălaj et Alba, relativement pauvres par rapport à leur riche voisin Cluj. Pour Dan Popa, l'implantation de grandes compagnies est également cruciale... « Il y a quelques départements dont l'économie dépend presque entièrement d'une poignée de grands employeurs, qui sont aussi les meilleurs contributeurs. » Et si l'une de ces entreprises

Bucarest, avec 453 grands employeurs. Pour compenser les milliers de pertes d'emplois et la chute des revenus publics provenant de taxes et d'impôts, le département compte sur le transfert d'une dizaine de millions d'euros par an du budget central.

« Les autorités doivent mettre en place des politiques publiques pour impulser les créations d'emplois et stimuler les investissements, souligne M. Popa. La Roumanie a besoin d'une stratégie économique saine pour les zones défavorisées. Mais aujourd'hui, une telle vision fait cruellement défaut. »

Mihaela Rodină
Photo : Mediafax

MAUVAISES ROUTES

Fin 2013, le réseau routier roumain totalisait 84 800 kilomètres, dont 17 100 kilomètres de routes nationales, et à peine 644 kilomètres d'autoroute, selon les chiffres publiés par l'Institut national des statistiques. Seulement 34% du réseau, c'est-à-dire 29 100 kilomètres, était composé de routes goudronnées, avec un asphalte généralement lourd et de qualité moyenne. Plus grave, 44,5% de ces routes avaient dépassé leur durée de service. D'autre part, selon Eurostat, avec seulement 25 kilomètres d'autoroute par million d'habitants, la Roumanie occupe la dernière place en Europe, la Bulgarie la devançant dans ce domaine. R.R. Photo : Mediafax



ELI ET SON FAISCEAU DE PARTICULES

L'Institut roumain de physique nucléaire a signé le 19 mars à Rome un contrat de 66 millions d'euros pour la réalisation du système de production du faisceau de particules, qui constitue l'un des composants essentiels et surtout des plus complexes du projet européen ELI (Extreme Light Infrastructure) de Măgurele (lire l'article « ELI-NP : projet fou » du numéro 59 de *Regard*). C'est le consortium EuroGammaS, composé de sept compagnies et instituts de recherche européens de pointe, dont le CNRS français et les compagnies Alsyom et Amplitude Systèmes, qui sera chargé du chantier. « *Les travaux devraient commencer dans les mois à venir pour qu'en octobre 2015, la première partie du système soit présentée, a déclaré le directeur de l'Institut de physique nucléaire, Nicolae Zamfir. Le contrat a une échéance de 54 mois, il se terminera donc en octobre 2018.* » J.M.

Contestations à la pelle

Plus de 5 700 contestations sur des appels d'offre dont la valeur totale a atteint près de 10 milliards d'euros ont été enregistrées en 2013 par le Conseil national de règlement des contestations (CNSC). Ces blocages du processus de désignation des constructeurs ou des prestataires expliquent en partie la lenteur des chantiers publics en Roumanie. Et les irrégularités dénoncées se vérifient dans près de 35% des cas. Le CNSC a en effet admis un tiers des contestations déposées en 2013 pour des contrats d'une valeur totale de cinq milliards d'euros. Dans 60% des cas, les résultats des appels d'offre sont contestés par des sociétés qui n'ont pas obtenu le marché public. La documentation préalable et les critères d'attribution constituent le reste des plaintes. Le CNSC fonctionne depuis le 1er janvier 2007, et a depuis rendu plus de 41 000 décisions. J.M.

EN CROISSANCE

La Commission européenne a revu à la hausse ses estimations de croissance de l'économie roumaine pour 2014 et 2015. Les prévisions du printemps publiées hier annoncent que le pays obtiendra une augmentation de 2,5% de son produit intérieur brut (PIB) en 2014, et de 2,6% en 2015. Bruxelles avait déjà réévalué ses chiffres en février dernier par rapport à ses prévisions d'automne, qui donnaient à la Roumanie une croissance de 2,1% en 2014, et de 2,4% en 2015. La croissance moyenne de l'Union européenne en 2014 est estimée à 1,6% du PIB, et à 2% en 2015. L'année dernière, la Roumanie a affiché une croissance de 2,7% sur les neuf premiers mois de l'année, soit la meilleure des Etats membres de l'UE. Source : Lepetitjournal.com de Bucarest

PLUS DE PRESSION

La célèbre brasserie bucarestoise de Grivița, fondée en 1869, va laisser place à la construction d'un supermarché et d'un immeuble de bureaux pour un investissement de 40 millions d'euros. La démolition des derniers bâtiments de la brasserie encore debout a déjà commencé. Seules trois constructions listées au patrimoine seront conservées. L'ancienne fabrique de bière, qui produisait la célèbre Gambrinus sous le communisme, ne fonctionnait plus depuis plusieurs années. Située tout près de la gare du Nord et du pont Basarab, elle occupe un terrain de 2,7 hectares. J.M.

Offres et demandes d'emploi



En 2013, il y a eu 30 600 postes vacants en Roumanie, soit une hausse de 5 800 par rapport à l'année précédente, indique l'Institut national des statistiques. Près de 30% des emplois disponibles ont été recensés dans l'industrie de la transformation. Un tiers de ces emplois vacants concerne la fonction publique, la plupart étant proposé par l'administration publique (4 800), l'assistance sociale et la santé (3 500) et l'enseignement (1 500). D'un autre côté, la plus faible offre d'emploi salarié a été enregistrée dans le secteur des transactions immobilières, la production et la livraison d'énergie électrique et thermique, ainsi que dans l'industrie d'extraction. A.P. Photo : Mediafax

NOTRE SAVOIR-FAIRE
EST DE PROTÉGER
VOTRE INVESTISSEMENT

FUSIONS ET ACQUISITIONS

DROIT IMMOBILIER

DROIT SOCIAL

DROIT FISCAL

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LITIGES ET ARBITRAGES

DROIT DE LA CONCURRENCE

MARCHÉS PUBLICS & PPP

DROIT COMMERCIAL & SOCIÉTAIRE

22^{es} ANS GRUIA DUFOUT

AVOCATS - PARIS & BUCAREST

ans d'expérience en Roumanie

28, Bd. Hristo Botev

Sector 3, 030237 Bucarest

+40 (21) 305 57 57

+40 (21) 305 57 58

bucarest@gruiadufout.com

www.gruiadufout.com

Le Cabinet GRUIA DUFOUT vous souhaite un printemps ensoleillé

Paris, France

paris@gruiadufout.com

40 REGARD

REGARD 41

ENCORE DES SOUS

L'introduction d'une taxe de sept centimes d'euros sur le litre de carburant a fait couler beaucoup d'encre. Largement dénoncée par les entrepreneurs et les analystes, elle est devenue le cheval de bataille du gouvernement.



Manifestation devant le siège du gouvernement en décembre dernier contre la taxe sur l'essence.

ELLE EST TOMBÉE COMME UN couperet le 1er avril dernier sur toutes les stations essence du pays. L'introduction de la taxe de sept centimes d'euros a engendré, en moyenne, une augmentation du prix du litre de carburant, essence ou diesel, de 40 centimes de lei. Une pilule difficile à avaler pour les conducteurs. Mais ils ne sont pas les seuls concernés. Les effets de ce nouvel impôt seront ressentis par tous les Roumains sans exception. « *Si on augmente le prix de l'essence, on augmente celui du transport. Or, comment croyez-vous que*

les produits alimentaires arrivent jusque dans les rayons des supermarchés ? Ce n'est qu'un exemple, tous les prix vont augmenter », explique l'économiste Răzvan Orășanu. Et cette taxe réduira fatalement la compétitivité des petites et moyennes entreprises, qui dénoncent déjà une pression fiscale trop forte.

Face au mécontentement des patrons du domaine des transports, l'Exécutif a concédé de rendre quatre centimes d'euros par litre de diesel aux sociétés de la branche possédant des camions

supérieurs à 7,5 tonnes. Les méthodes de remboursement, basées sur la présentation de factures, font toutefois déjà craindre des tentatives d'évasion fiscale. Mais cela n'a pas l'air de déranger outre mesure le gouvernement, qui ne reconnaît qu'à demi-mot tous les effets annexes de la taxe. Car l'important est ailleurs, selon lui : les recettes de cette accise seront utilisées pour financer de grands projets autoroutiers, rabâchent les leaders de la majorité depuis des semaines.

« *Si on augmente le prix de l'essence, on augmente celui du transport. Or, comment croyez-vous que les produits alimentaires arrivent jusque dans les rayons des supermarchés ?*

Un rapport du ministère des Finances publié fin avril estime que ces investissements publics « *auront un effet notable sur l'économie et le marché du travail* ». Peu de Roumains croient néanmoins en ces promesses. « *C'est un argument populiste, l'argent n'est pas le principal problème pour la construction des autoroutes, mais le manque de capacité à gérer intelligemment des projets d'infrastructures* », poursuit M. Orășanu.

Au-delà de l'utilisation des revenus générés par ce nouvel impôt, les experts dénoncent une vision à très court terme de la part des gouvernants. « *Cette taxe s'encadre dans l'inertie de la politique fiscale du gouvernement qui, quand il a des problèmes de budget ou de déficit, crée une nouvelle taxe sans prendre en compte la diminution des dépenses* », estime de son côté l'analyste Cristian Tudorescu. D'autres voix pensent que le gouvernement devrait d'abord lutter contre l'évasion fiscale. Le manque à gagner pour l'Etat lié à ce phénomène a été de 18 milliards d'euros en 2012 selon le Conseil fiscal, soit 14% du produit intérieur brut.

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

70 taxes en passe d'être supprimées ?

Si le gouvernement sait créer de nouvelles taxes, il sait aussi en supprimer. Le Premier ministre Victor Ponta a annoncé fin avril avoir identifié 70 taxes qui pourraient être éliminées du jour au lendemain « *sans que le budget en soit affecté* ». Leur suppression pure et simple devrait avoir lieu dans les prochaines semaines. Il s'agit de taxes mises en place hors du code fiscal et qui concernent des services précis, comme par exemple le retrait de certains documents officiels. Trop chères à administrer par rapport aux revenus qu'elles engendrent, elles devraient donc disparaître. Cette mesure fait partie d'une politique plus large de simplification de la fiscalité des entreprises menée par la jeune ministre des Finances Ioana-Maria Petrescu. Selon les spécialistes, il existerait à l'heure actuelle entre 250 et 300 taxes parafiscales en Roumanie.

COMMUNIQUÉ

Entretien avec Anca Oreviceanu, directrice de la communication de Dacia et Renault Roumanie :



Lors de la Journée de l'environnement, le 5 juin 2013, où Renault Roumanie s'est impliquée dans l'éducation des jeunes pour la protection de l'environnement.

Quels sont les axes de responsabilité sociale du Groupe Renault en Roumanie ?
Au niveau mondial, les activités de responsabilité sociale du Groupe Renault sont structurées autour de 4 grands axes : la mobilité durable, l'éducation, la diversité et la sécurité routière. Un point important est également l'implication au sein des communautés locales, notamment là où le groupe a des sites industriels. Ces axes se retrouvent aussi dans l'activité de CSR de Renault Roumanie.

Renault Roumanie est surtout impliqué dans le département d'Argeș (Mioveni, Pitești), mais aussi en Dâmbovița. Quels sont les avantages de vos actions, tant pour les communautés que pour la compagnie ?
Renault Roumanie développe effectivement des partenariats avec les communautés locales où elle a des activités : dans l'Argeș, où se trouvent les usines Dacia, et en Dâmbovița où se situe le Centre Technique Titu, le centre d'essai de Renault Technologie Roumanie. Les principaux bénéficiaires de nos actions sont les habitants de Mioveni, Titu, mais aussi des localités voisines, une grande partie d'entre eux travaillant pour notre groupe. Notre implication s'effectue sous diverses formes, des campagnes d'éducation dans les écoles sur l'environnement ou la culture, du soutien à des institutions d'enseignement en passant par des événements culturels et des actions pour la protection de l'environnement. La responsabilité de la compagnie vis-à-vis des communautés locales et de l'environnement s'illustre de façon concrète par le fait qu'au sein de la plateforme industrielle de Mioveni, il existe une station de production d'eau potable qui fournit de l'eau tant pour Dacia que pour les 33.000 habitants de Mioveni. Cette station a été modernisée ces dernières années grâce à un investissement de 3,4 millions d'euros dans les appareils de laboratoire, et dans des travaux spécifiques.

Pouvez-vous donner des exemples de campagnes que vous organisez ?
Chaque année, nous organisons des campagnes d'éducation dans les écoles et les lycées d'Argeș et de Dâmbovița à l'occasion de la Journée internationale de l'environnement, pendant laquelle les enfants et les adolescents sont invités à faire un tri sélectif des déchets, à protéger l'environnement qui les entoure et les ressources naturelles. Les employés de Renault ont par ailleurs participé en tant que volontaires à la campagne pour l'environnement « *Let's do it, Romania* », ainsi qu'à des actions environnementales ou de plantation à Mioveni et Titu.

Et mis à part l'environnement ?
L'éducation ne se résume effectivement pas à l'environnement. L'année dernière, lors de la Journée internationale du livre, tous les élèves de l'école primaire et du collège de Mioveni ont reçu un livre, dans le cadre d'un projet développé par Dacia. Toujours à Mioveni, la compagnie a permis la construction d'une maternelle avec du mobilier aménagé par les autorités locales. Là-bas, il y a plus de 200 petits, et plus d'un tiers d'entre eux sont des enfants d'employés de Dacia, le reste faisant partie de familles défavorisées ou de parents au chômage. Sur le plan local, nous avons également développé des actions avec l'Inspectorat pour les situations d'urgence et la Croix Rouge, qui visent à améliorer les réactions en cas de situation d'urgence et à protéger les habitants. De la même façon, nous sommes impliqués dans la plupart des actions culturelles ou sportives des communautés locales, comme lors des journées des villes ou pendant la célébration de la Symphonie des tulipes, qui a lieu au printemps à Pitești. La plupart du temps, les bénéfices de toutes ces actions ne sont pas visibles immédiatement, ni pour la compagnie, ni pour la communauté. Des actions répétées sont nécessaires, sur le long terme, afin qu'il puisse se produire un changement dans les mentalités. Notre souhait est de contribuer à une vie meilleure et plus propre, et à l'éducation des nouvelles générations qui seront, éventuellement, nos employés de demain.

CHAÎNE *défectueuse*

Les Etats membres de l'Union européenne devraient recycler 50% de leurs déchets ménagers d'ici 2020, selon une directive européenne. Ce taux de recyclage et de compostage* a bien progressé, passant de 18% en 1995 à 42% en 2012. Mais les écarts entre les pays restent importants. Certains ont bien fait leurs devoirs, d'autres, dont la Roumanie, sont à la traîne.

EN 2012, LA ROUMANIE A GÉNÉRÉ

moins de 400 kilogrammes de déchets par personne (contre une moyenne européenne de 492 kilogrammes), mais seulement 1% d'entre eux ont été recyclés. Un chiffre qui place la Roumanie en dernière position au sein de l'UE, selon les données les plus récentes publiées par Eurostat, la direction des statistiques de l'Union européenne. Pire, Bucarest n'aurait pas envoyé de rapports à Bruxelles sur les déchets compostés ou incinérés, d'où la conclusion que 99% de ces déchets ont été mis en décharge. De fortes proportions de mise en décharge ont également été enregistrées à Malte (87%), en Croatie (85%), en Lettonie (84%) ainsi qu'en Grèce (82%).

« La responsabilité du recyclage des déchets ménagers incombe de manière directe aux mairies, mais au niveau national, elle revient tout d'abord au gouvernement à travers les ministères de l'Environnement et de l'Administration, la stratégie nationale de gestion des déchets étant coordonnée par le premier », explique Costel Popa, président du Centre pour les politiques durables Ecopolis.

Bien que la Roumanie ait transposé l'acquis communautaire en la matière, la situation sur le terrain tarde à s'améliorer. « La législation n'est pas le principal problème, mais les instruments nécessaires pour la mettre en œuvre », poursuit Costel Popa, qui pointe aussi du doigt une mise à profit insuffisante des programmes sectoriels européens

pour la gestion des déchets... « L'UE a mis à la disposition de la Roumanie 1 milliard d'euros, 20% seulement ont été dépensés. » Certes, « le taux d'absorption a beaucoup progressé ces deux dernières années », précise Mihail Făcă, le secrétaire d'Etat au ministère de l'Environnement.

Aujourd'hui, le pays dispose de sept usines de recyclage pour le papier, de 156 installations de recyclage des matières plastiques, et de 14 fabriques traitant les déchets en verre. Une infrastructure insuffisante pour 19 millions d'habitants.

Il était prévu qu'une taxe sur les décharges entre en vigueur en 2014 ; elle a été reportée à 2017 par le Parlement roumain

« 27 projets sont en cours dans le cadre du Programme opérationnel sectoriel (POS) Environnement, d'un montant de 40 milliards de lei (environ 8,9 milliards d'euros, ndlr) », assure Mihail Făcă. Cette somme sera notamment utilisée pour développer une infrastructure de tri sélectif et de compostage de niveau européen pour plus de 12 millions d'habitants, et pour la fermeture de plusieurs centaines de décharges non conformes. Néanmoins, des retards sont à prévoir, soit à cause de procédures d'acquisition publique laborieuses, soit à cause d'un manque de personnel qualifié au sein des autorités.

En février dernier, la Commission

européenne s'est inquiétée que la Roumanie ne protège pas sa population contre les conséquences d'une mauvaise gestion des déchets, et lui a adressé deux avis motivés, dont l'un visait 19 décharges toujours exploitées en violation avec la législation de l'UE.

A cette mauvaise gestion des déchets par les autorités s'ajoute un manque d'éducation de la population. « La situation est tragique, notamment dans les zones rurales, où les déchets sont jetés dans la nature de manière irresponsable ou brûlés, ce qui produit des émanations toxiques », assène Costel Popa.

Hormis l'impact sur l'environnement, tout cela entraîne aussi des pertes économiques, car les déchets sont considérés de plus en plus comme de véritables ressources, qui ne devraient pas être gaspillées mais valorisées et réintégrées dans le circuit économique. En 2012, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique ont recyclé ou composté plus de la moitié de leurs déchets ménagers. Et une taxe sur la mise en décharge est appliquée avec succès dans une vingtaine de pays européens. Mais en Roumanie, « la mise en décharge n'est pas suffisamment découragée », ajoute Costel Popa. Il était prévu que cette taxe sur les décharges entre en vigueur en 2014 ; elle a été reportée à 2017 par le Parlement roumain.

Alexandra Pop

* Le compostage est le fait de mélanger des résidus organiques, comme les débris de légumes, de fruits, les déchets du jardin, tous les déchets dits « verts », et de les utiliser notamment comme engrais.

**RECONNU POUR SA DYNAMIQUE
DE COMPORTEMENT ET SA SÉCURITÉ***

MICHELIN LATITUDE Sport 3 EST HOMOLOGUÉ SUR LES VÉHICULES LES PLUS PRESTIGIEUX
ET FREINE 2,70 M PLUS COURT**

MICHELIN
LATITUDE Sport 3

B-C
 A+
 70-72 dB

...Et avec MICHELIN Total Performance, plus de performances réunies.

Extensions dimensionnelles en cours. Informations valides à date de publication. Pour plus d'information, visitez le site www.michelin.fr. * Comparé à la précédente génération, MICHELIN LATITUDE Sport, test TÜV SÜD 2013 sur sol mouillé (en 235/65 R 17) MICHELIN LATITUDE Sport 3 est noté A en freinage sol mouillé dans la majorité de ses dimensions. ** Sur la majorité des dimensions. (1) Efficacité en carburant (de A à G). (2) Adhérence sur sol mouillé (de A à G). (3) Classe du bruit de roulement externe (de 1 à 3). (4) Valeur mesurée du bruit de roulement externe (en décibels).

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer

Qualifié de « *primitif et misérable* » par le ministre de la Communication, Răzvan Cotovelea, l'appareil de l'administration fiscale roumain est en pleine rénovation. Explications avec Gelu Ștefan Diaconu, président de l'Agence nationale pour l'administration fiscale (ANAF).

L'ANAF en direct

Regard : Selon les données des services de renseignements (SRI), l'évasion fiscale en Roumanie s'élevait à 35% du produit intérieur brut (PIB) en 2010, et à 27% en 2012. Où en est-on ?

Gelu Diaconu : Ce que je peux vous dire est que le niveau de l'évasion fiscale en Roumanie reste supérieur à la moyenne européenne. Géographiquement parlant, la capitale, Bucarest, et le département d'Ilfov sont les bassins les plus touchés par ce phénomène. Le port de Constanța enregistre lui aussi des taux qui dépassent la moyenne nationale. Plus de 60% des cas démasqués par l'ANAF proviennent de ces trois régions. Concernant les domaines d'activité où l'évasion est importante, le secteur des livraisons et des acquisitions intra-communautaires reste problématique, avec des conséquences majeures sur le taux d'encaissement de la TVA. Depuis 2013, et avec la création de la Direction nationale antifraude, nous essayons de démanteler les réseaux qui sont dans l'illégalité. Autre domaine touché par l'évasion fiscale, celui des grossistes

qui s'adressent aux agents économiques de Bucarest et d'Ilfov. Mais aussi l'alimentation, l'hôtellerie, les services médicaux ou les ateliers automobiles.

Le travail au noir reste par ailleurs très répandu. Mais vous êtes en train de tester une nouvelle méthode de contrôle...

Effectivement, il s'agit d'un projet pilote que nous venons de mettre en place dans les directions régionales de Ploiești et Brașov. Pour commencer, nous avons choisi un échantillon représentatif de 2 000 sociétés à risque élevé. Les contrôles viseront notamment le domaine de la construction, les garages automobile et l'industrie du tourisme. Et nous allons travailler en partenariat avec l'Inspectorat territorial du travail (ITM). Nous tirerons ensuite les conclusions de cette expérience pour l'élargir à l'échelle nationale à partir du 1er janvier 2015.

L'ANAF connaît actuellement un ample processus de réorganisation suite à un emprunt de 70 millions d'euros auprès de la Banque mondiale. Quels

ont été les premiers changements et avec quelles conséquences ?

« Notre faible taux de collecte s'explique aussi par certaines particularités de notre pays : plusieurs secteurs, très peu ou pas du tout fiscalisés, occupent une place importante dans la structure du PIB

L'administration fiscale agit à quatre niveaux, le premier étant la collecte des taxes, des impôts et autres contributions. Le principal objectif de cet accord est la création d'un système informatique intégré pour lequel nous avons alloué 70% de la somme empruntée à la Banque mondiale. En second lieu, nous devons nous assurer que la loi est respectée. En ce sens, une réorganisation territoriale a été nécessaire, nous avons réduit nos effectifs de 2 000 personnes ainsi que le nombre de nos unités territoriales. A la fin de l'année, une nouvelle Direction nationale antifraude sera par

ailleurs opérationnelle, celle-ci remplace l'ancienne Garde financière. Ses objectifs seront plus ambitieux et les méthodes de travail différentes pour plus d'efficacité. La troisième fonction de l'ANAF est celle des inspections de fonds. Malheureusement, jusqu'à présent, 70% de la capacité de ce département a été bloquée par les procédures de remboursement de la TVA, et la gestion des cas pénaux. Dorénavant, les cas pénaux seront à la charge de la nouvelle Direction antifraude. Egalement, les procédures de remboursement de la TVA ont été modifiées et simplifiées;

quatrième tâche concerne la gestion de l'activité douanière. Afin de ne plus superposer les activités, une partie des structures de contrôle des douanes a été transférée à la Direction antifraude. Souvent, les agents économiques nous signalaient que trois organismes de contrôle différents venaient vérifier la même chose. L'activité douanière gardera par contre une forte autonomie en cohérence avec l'acquis communautaire.

Ces changements ont-ils déjà eu des conséquences sur le taux d'encaissement ?

En tout cas, d'ici la fin de l'année, l'augmentation de la collecte devrait atteindre 7%.

L'encaissement des taxes et des impôts représente seulement un tiers du PIB. Quel est votre objectif pour les prochaines années ?

Nous souhaiterions que le poids de l'encaissement dans le PIB augmente de 1 à 2% par an. Mais je tiens à souligner que notre faible taux de collecte s'explique aussi par certaines particularités de notre pays : plusieurs secteurs, très peu ou pas du tout fisca-



j'ose dire que c'est la plus importante modification procédurale au sein de l'ANAF, dont les effets seront visibles dans les mois à venir. Soulagé de toutes ces tâches, ce département pourra alors mieux s'occuper des inspections de fonds dans le but de récupérer des revenus supplémentaires. Notre

Les derniers chiffres montrent une augmentation d'environ 5% pour le premier trimestre 2014 par rapport à la même période en 2013. Cela reste en dessous des estimations mais pour le mois d'avril, nos calculs montrent une augmentation de 7,7% par rapport à 2013, ce qui est plutôt bon signe.

lisés, occupent une place importante dans la structure du PIB. Je pense à l'agriculture, aux artisans individuels... Les exportations, qui ont beaucoup pesé dans l'augmentation du PIB ces dernières années, ne génèrent pas non plus d'impôts supplémentaires à cause du remboursement de la TVA.

ECONOMIE

Revenons sur l'une des composantes principales de votre projet de réorganisation qui est d'avoir enfin un système informatique intégré. 2018, le délai officiel pour que tout soit en place, vous paraît-il réaliste ?

Je voudrais d'abord corriger un a priori. L'ANAF utilise déjà 270 applications informatiques et gère la plus importante base de données du système public roumain. D'ailleurs, 98% des déclarations fiscales des entreprises se font en ligne. L'opinion selon laquelle l'ANAF n'a pas de système informatique est erronée. Le bémol vient du fait que ces outils ne sont pas mis en réseaux et que nos équipements sont non seulement trop peu nombreux mais aussi dépassés. La confusion vient sans doute du fait que les contribuables ne peuvent pas encore déclarer leurs revenus sur Internet. Mais une fois que le système informatique intégré sera mis en place fin 2018, chaque relation avec les contribuables

sera disponible en ligne, et le nombre des administrations fiscales se réduira de 221 à 41.

Au niveau du personnel, quels changements ?

Suite à la disparition de la Garde financière, 900 postes ont été supprimés. Son activité était fortement marquée par la corruption et l'inefficacité. Puis, 1 200 postes ont été supprimés dans les fonctions connexes, soit entre 30 et 40 personnes pour chaque direction régionale. Tous ces employés ont eu la possibilité de déposer leur candidature pour les postes créés au sein de la Direction antifraude, ou de se voir proposer des mutations. Car le déséquilibre était énorme entre Bucarest et le reste du pays. Pour vous faire une idée, 70% de l'encaissement était réalisé dans la capitale où ne travaillait que 20% du personnel. Ceux qui n'ont pas retrouvé du travail sont ceux qui ont refusé de se déplacer. Au total, il

s'agit d'environ 400 personnes. Actuellement, le processus de réorganisation est terminé, nous arrêtons les concours pour quelques mois et d'ici fin 2015, il n'y aura plus aucun changement au niveau des structures ou des fonctions. La Direction nationale antifraude compte désormais 1 300 employés, dont 70% sont des jeunes, pour un plus de transparence et réduire les suspicions de corruption. Cette rénovation a été très importante: si l'ancienne Garde financière travaillait avec environ 45 employés pour la région Bucarest-Ilfov, la nouvelle structure dispose maintenant de 600 personnes. La Direction antifraude sera très visible à Bucarest. Ses agents seront présents dans les agglomérations commerciales de la même façon que la police de proximité dans les parcs ou les quartiers.

Propos recueillis par Mihaela Cărbunaru.
Photo : Mihai Barbu

La chronique

DE MICHAEL SCHROEDER

POUVOIR CHOISIR

J'observe depuis un certain temps comment les managers roumains et étrangers perçoivent le monde dans lequel ils vivent. Chacun a sa vision à lui, et je suis surpris de voir comment les mêmes phénomènes peuvent être analysés et commentés différemment. Certains pensent que la Roumanie va mal, d'autres disent d'abord qu'il y a des signes de reprise. Chacun se construit sa réalité basée sur ses propres expériences, sa vision de la vie et ses conditionnements auxquels il est soumis de manière inconsciente. C'est précisément ce qui nous dit l'école du constructivisme radical, ou plus récemment des biologistes en vogue tels l'Américain Bruce Lipton. Tout serait une question de perception et on ne serait pas toujours libre de la choisir, parce qu'elle se développe quasi automatiquement sans qu'on en soit conscient. Les managers sont soumis au stress, aux soucis, aux situations inattendues, leur perception de la réalité est mise à contribution en permanence. La maîtrise de soi, bien cerner ce qui se passe dans sa tête et celle des autres, est capital afin de prendre les meilleures décisions. L'un des éléments clés de la maîtrise de soi est précisément de prendre conscience que nous avons aussi le choix de voir les choses d'une façon ou d'une autre. C'est la dernière des grandes libertés de l'être humain, écrit Viktor Frankl, un psychothérapeute autrichien, dans son ouvrage *Man's Search for Meaning*. Le philosophe grec Epictète arrivait déjà à la conclusion suivante: « Ce ne sont pas les choses en elles-mêmes qui nous perturbent, mais l'opinion que nous nous en faisons. » Le patron roumain d'une grande société m'a récemment rendu visite. Il venait d'apprendre qu'il était licencié alors qu'il avait fait, d'après lui, du bon travail. Il a le choix : soit se laisser aller à la dépression et la peur, soit prendre l'opportunité de découvrir autre chose qui le rapproche davantage de ce qu'il veut vraiment faire dans sa vie. Plus nous nous connaissons nous-mêmes, nos croyances et limitations auto-imposées, plus nous pouvons choisir de manière consciente notre attitude et comportement. Peu importe ce qui arrive autour de nous.

Dr. Michael Schroeder est life & business coach à Bucarest.



Solutions pour la gestion de l'eau pluviale



Béton décoratif, en diverses textures et nuances



Agilia®
Béton auto compactant, ZERO vibration!



Offre intégrée Lafarge

Avec une gamme complexe de produits et services pour la réalisation de grands travaux d'infrastructure, Lafarge offre aux constructeurs une solution intégrée qui génère d'importantes économies de temps et de coûts.





Les postes de surveillance du trafic, surélevés, sont nombreux dans la capitale bulgare. Perchés dans ces miradors urbains, les policiers régulent la circulation. Une pratique d'un autre temps qui persiste. Certains sont parfois utilisés autrement ; c'est le cas de ce poste du centre-ville qui a été transformé en petit kiosque.

Situé juste à côté de la célèbre cathédrale Alexandre-Nevski, le marché aux puces de la place éponyme est bien connu tant des autochtones que des touristes. Chaque matin, des dizaines de marchands y installent leurs tables et chevalets. Outre des produits traditionnels, on y trouve toutes sortes d'objets rétro, principalement datant de l'époque communiste, ou de la Seconde Guerre mondiale. Mais ce sont surtout les peintures et icônes orthodoxes qui attirent les étrangers. Réputées dans tous les Balkans, les icônes de ce marché attireraient les grands amateurs de ce type d'art.



La Place de l'indépendance, en plein cœur de Sofia. Sous la ville moderne se trouvent les ruines de l'ancienne cité romaine. Elles datent du 4ème siècle av. J.-C., et n'ont été découvertes qu'à la fin des années 1990, lors de la construction de la station de métro baptisée Serdika, premier nom donné à la cité. Six mètres plus haut se dresse la mosquée Banya Bashi. Datant de 1576, elle est l'une des rares mosquées dont le minaret ait résisté aux communistes. Toujours en activité – environ 12% de la population bulgare est musulmane, principalement d'origine turque –, cette grande mosquée cohabite avec d'autres lieux de culte situés à quelques centaines de mètres seulement de distance, dont une synagogue de l'autre côté de la rue.

Fondée par les Thraces, développée par les Romains et occupée par les Ottomans, Sofia, capitale de la Bulgarie, commence à tirer profit de son riche passé historique. Arrêt sur images d'une ville en perpétuelle (r)évolution.

Jolie SOFIA



Construit sous l'ère communiste, cet imposant bâtiment domine toujours l'actuel quartier ministériel. Il est connu sous le nom de « partiinyat dom » pour avoir longtemps abrité le siège du parti communiste bulgare. Son sommet accueillait une immense étoile rouge qui faisait face à la statue de Lénine, sur la place éponyme. Après 1989, la place a été rebaptisée Place de l'indépendance, et la statue de Lénine remplacée par celle de Sainte Sofia. Quant au bâtiment, il accueille désormais des bureaux administratifs. A son sommet, un grand drapeau bulgare a remplacé l'ancienne étoile.



Derrière ces barricades se trouve le siège de l'Assemblée nationale bulgare. Une assemblée qui, depuis juin 2013, a souvent été mise sous pression par le rassemblement de nombreux manifestants à ses portes – notamment contre la politique d'austérité mise en place par le gouvernement. Au point que le bâtiment ait dû être sécurisé cet été par un mur de barricades jusque-là utilisées pour les grands concerts de rock... Et même si les manifestants ont aujourd'hui levé le camp Place du Parlement (plutôt connue sous le nom non officiel de Place de la liberté), le lieu est toujours sous haute surveillance policière.

Face au parc du centre-ville trône fièrement la façade jaune de l'ancien Palais royal. Il fut inauguré par le premier souverain bulgare, le prince Alexandre Ier, en 1882. Après septembre 1944, il a accueilli le Conseil des ministres du nouveau gouvernement, avant de devenir en 1953 la Galerie nationale des beaux-arts. C'est actuellement le plus grand musée consacré à l'art bulgare, faisant la part belle aux peintres et sculpteurs d'après 1989. Des voies de pavés jaunes, dénommés aussi lingots, le relient aux autres bâtiments importants du centre-ville.



La rue Vitosha a toujours été « la » rue commerçante de Sofia. Pendant longtemps, le prolongement du boulevard Vitosha – menant directement à la montagne du même nom – était principalement fréquenté par la tranche la plus aisée de la population, qui venait y visiter ses boutiques de luxe. Mais depuis la récente transformation de la rue en passage piétonnier, les boutiques ont migré vers les grands centres commerciaux, faisant place à toute une série de bars et de restaurants à la mode. De jour comme de nuit, c'est l'endroit pour « voir et être vu » à Sofia.

Permettre au plus grand nombre d'accéder à l'énergie

Le gaz sera l'énergie du XXI^e siècle. Sa demande devrait progresser de 2,5% par an dans les 10 ans à venir et il occupera la deuxième place du mix énergétique en 2030.

Total, déjà l'un des premiers producteurs mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL), consolide ses positions via une politique de partenariats stratégiques.

www.total.com

Texte et photos : Dimitri Dubuisson, correspondant à Sofia.

De tout cœur



***Amalipe* signifie amitié en rom. C'est aussi le nom d'une ONG spécialisée dans le dialogue interethnique basée à Veliko Tŕrnovo, en Bulgarie. Regard est allé à sa rencontre et s'est immergé au sein de plusieurs communautés roms de la région.**

C'EST A VELIKO TARNOVO, SITUE à un peu plus de 100 kilomètres au sud de la frontière roumano-bulgare, que se trouve le quartier général de l'ONG Amalipe. La ville de 70 000 habitants est célèbre pour ses jolies maisons balkaniques entassées à flancs de colline et pour son "Tsarevets", sa forteresse située en centre-ville et symbole de la gloire du Second Empire bulgare. On y admire soi-disant le plus beau spectacle son et lumière du pays. L'ONG reçoit un samedi matin dans un café. Amalipe emploie 76 personnes dans tout le pays, faisant de la connaissance du terrain sa force.

« *Beaucoup de gens de l'ONG sont roms, moi y compris*, commence Deyan Kolev. *Amalipe est présente dans six villes universitaires de Bulgarie, comme Veliko Tŕrnovo. Nous avons également implanté des centres communautaires dans onze municipalités et travaillons avec 170 écoles. Le but est de valoriser la culture rom auprès des enfants roms eux-mêmes, mais aussi auprès des Bulgares* », précise Deyan. En point de mire également, l'abandon scolaire. Une



réalité pour beaucoup d'enfants roms en Bulgarie.

Après le centre-ville, direction le bas de la colline, aux abords de la rivière Yantra qui s'enroule au pied de Veliko Tŕrnovo. Les maisons tapissent la colline d'en face au milieu d'une végétation luxuriante en ce printemps pluvieux. Précisément au bord de la rivière, l'équipe Amalipe est en train de ramasser des déchets. Radoslav, de l'ONG, présente le site et les bénévoles... « *Aujourd'hui, c'est la journée "Let's clean Bulgaria for a day". Du coup, nos bénévoles de Youth is tolerance sont venus filer un coup de main. La plupart sont des étudiants, roms principalement. D'ordinaire, ils travaillent à combattre les clichés et le racisme auprès des jeunes.* »

Aujourd'hui, il s'agit plutôt de jouer aux équilibristes entre bord de rivière boueux et amas de déchets coincé entre les arbres. Les plus courageux envisagent d'aller enlever un gros pneu au pied du pont. « *On ne voit que lui* », glisse en souriant l'un des plus téméraires. Mais le pneu attendra, il y a du

courant aujourd'hui. Radoslav recadre la conversation : « *En Roumanie, on sait par exemple qu'il y a des quotas pour les Roms à la faculté. Ce n'est pas le cas ici. Il y a donc très peu d'étudiants roms, et on n'a pas non plus de représentant au Parlement.* » Les Turcs, eux, ont beaucoup plus de poids que les Roms dans la société bulgare, ils sont 700 000, soit environ 10% de la population. Radoslav se souvient... « *Pour vous faire une idée, pendant longtemps, les Turcs ont eu un journal télévisé sur la première chaîne bulgare, en langue turque, juste après le JT en bulgare.* »

« *En Roumanie, on sait par exemple qu'il y a des quotas pour les Roms à la faculté. Ce n'est pas le cas ici. Il y a donc très peu d'étudiants roms, et on n'a pas non plus de représentant au Parlement*

Les Roms sont le troisième plus important groupe ethnique de Bulgarie – environ 5% de la population – après

les Bulgares et les Turcs ; soit plus de 300 000 officiellement. Amalipe table davantage sur 500 000. « *Les chiffres officiels sont trompeurs*, explique Deyan. *Il est difficile de les recenser puisque certains Roms musulmans notamment préfèrent se déclarer turcs.* »

Arrive la benjamine du groupe, tout sourire ; Romelia a 20 ans et est coordinatrice régionale pour les activités jeunesse... « *J'interviens dans les villages du coin pour parler de tolérance ainsi que de prévention en matière de santé et de maladies sexuellement transmissibles comme le Sida. Tout cela dans les écoles, après les cours. Cela marche bien car c'est plus facile pour les 15-24 ans de dialoguer de ces choses-là avec quelqu'un comme moi qu'avec leurs professeurs* », argumente la pétillante jeune femme qui de 16 à 18 ans était bénévole chez Amalipe. Depuis deux ans, elle est embauchée. Le programme d'Amalipe est soutenu par le ministère de la Santé ; l'ONG est la seule structure de la région à se pencher sur ces problématiques.

A une cinquantaine de kilomètres au



nord-est de Veliko Tärnovo, Kamen, où se trouve un centre communautaire. Village de 1 500 habitants, Kamen est composé à 60% de Bulgares, 13% de Roms et 8% de Turcs. On y retrouve Tunay Tatarov qui est de l'ethnie Millet*.

« Les Millets sont les Roms les plus nombreux en Bulgarie, souligne Deyan Kolev. Ils sont 250 000 et se perçoivent comme turcs avant tout. »

Tunay Tatarov s'occupe du centre monté par Amalipe dans le village. Il n'y a pas de mosquée à Kamen, les Millets sont obligés de se rendre au village de d' à côté. Le contexte économique et social n'est guère reluisant. Le petit bureau mis à disposition par la mairie est situé au rez-de-chaussée d'un bâtiment communiste en piteux état. Pour Tunay, les besoins matériels sont énormes dans son village. « *La principale occupation pour les hommes repose sur la coupe du bois. La paie est maigre : 30-40 leva par jour* (environ 15 euros, ndlr). *Et puis surtout, c'est un travail très difficile.* » Tunay est l'un des premiers contactés par la mairie lorsqu'une offre d'emploi pointe – rarement – le bout de son nez. Difficile dans ce contexte de motiver les enfants à aller à l'école... « *Je fais du porte-à-porte régulièrement. Je contribue à maintenir la paix sociale et je fais aussi de la prévention.* »

Petit tour du village, puis visite chez Krasi Nozharya – littéralement « l'homme au couteaux ». Krasi est rom chrétien et a sa maison non loin du centre. Pour Radoslav, *« l'un des combats d'Amalipe est de lutter contre ce processus très puissant d'assimilation des Roms et de leur culture en Bulgarie. C'est pourquoi il est primordial que certains comme Krasi continuent d'exercer des métiers traditionnels »*.

** Il y aurait une soixantaine de sous groupes de Roms en Bulgarie, déterminés en fonction des modes de vie, de la langue, de l'artisanat, des pratiques résidentielles et des formes d'endogamie. Cinq grands groupes émergent : les Kalderash (en langue romani), au nombre de 40 000, nomades et venus de Roumanie ; les Roms chrétiens ; les Roms musulmans qui parlent turc ou romani mais se perçoivent avant tout comme roms ; les Rudari qui viennent de Roumanie et parlent roumain ; et, enfin, les Millets qui eux parlent turcs.*



Krasi est coutelier, et la demande a l'air substantielle. « *Les gens du coin utilisent beaucoup les couteaux pour couper l'herbe, notamment près des rivières lorsqu'ils vont pêcher. Je vends aussi à des magasins* », explique-t-il.

« *L'un des combats
d'Amalipe est de lutter contre
ce processus très puissant
d'assimilation des Roms et de leur
culture en Bulgarie*

Le petit couteau est à 10 leva, soit environ 5 euros. « J'ai un chiffre d'affaires de plus ou moins 2 500 euros par mois. Mais c'est dur car les matières premières coûtent beaucoup d'argent, j'en ai bien pour 1 700 euros, poursuit Krasi. Ce qui reste couvre les frais en eau, en électricité, en nourriture, etc. C'est moi qui nourris toute la famille. » Son frère et son neveu, de passage, racontent qu'ils travaillent dans la construction. Et expliquent fièrement comment se font les maisons bulgares, en superposant pierres en bas et briques au-dessus. Pour eux non plus, le travail ne semble pas manquer. A noter qu'Amalipe organise en juin un festival baptisé "Open heart" regroupant artisans de la région afin qu'ils puissent exposer leurs produits et les vendre.

Radoslav et l'équipe d'Amalipe conduisent enfin jusqu'à un autre centre communautaire, situé à Vinograd, petit village de 550 habitants, à une trentaine de kilomètres au nord de Veliko Târnovo. On y travaille la terre et vit de petits boulots en fonction des saisons. Il n'est pas rare que certains de ces habitants partent en Europe de l'ouest pour travailler dans la construction. Ici c'est la communauté rom des Rudari qui est la plus nombreuse. Les Rudari sont venus de Roumanie il y a plusieurs siècles, et seraient environ 100 000 en Bulgarie.

Niculina Nicova est la modératrice Amalipe au sein de la communauté. La conscience d'être rudari est ici très forte : « *Nous sommes venus il y a longtemps. Nos ancêtres étaient esclaves dans les monastères de Valachie et des Carpates. On leur faisait travailler les*

métaux et l'or. On a aussi été dresseurs d'ours », explique fièrement Niculina dans un roumain mâtiné d'archaïsmes. Dans la communauté, c'est la langue parlée. Elle montre son bureau au dernier étage d'un bâtiment là encore vétuste, situé sur la place du village. *« Je m'occupe des enfants, nous faisons du théâtre, du dessin et de la couture, activités que j'essaie de lier à nos traditions. Vous pouvez voir ici les mǎrțișoare que les enfants ont conçus »*, dit-elle en montrant les œuvres de « ses petits ».

Là encore, Niculina est davantage un relais de l'ONG sur le terrain, notamment auprès des écoles afin de limiter l'abandon scolaire. Mais il est diffi-

cile de faire des miracles. Son centre accueille tous les jours 20 enfants. Aujourd'hui, pour la journée de grand ménage national, ils ont nettoyé la place principale. Cette dernière est aussi investie par des ouvriers, la mairie ayant reçu des fonds européens pour refaire le parc au cœur du village. Radoslav précise plus loin... *« Ce bâtiment est un ancien centre culturel de l'époque communiste. C'est vieillot, bien sûr, mais c'est tout ce que l'on trouve par ici. Et puis c'est quand même bien de faire revivre ces lieux, il y a de l'espace et une vraie scène de spectacle. »*

Texte et photos : Benjamin Ribout,
envoyé spécial à Veliko Tărnovo.

GDF SUEZ Energy România

Un acteur majeur du marché de l'énergie en Roumanie



Chez GDF SUEZ Energy România, nous vous apportons les énergies et les services essentiels à votre bien-être:

- fourniture et distribution de gaz naturel
- services techniques associés
- fourniture d'électricité
- production d'électricité éolienne
- conseils en matière d'efficacité énergétique

www.gdfsuez.ro

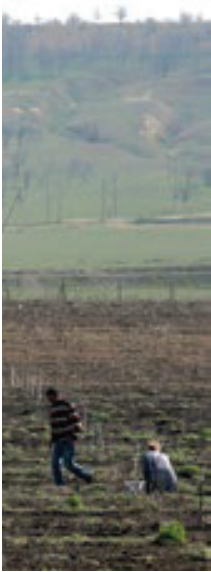
GDF SUEZ
ÊTRE UTILE AUX HOMMES

La Gagaouzie existe-t-elle vraiment ?
Affirmatif, c'est une région autonome
située au sud de la République de Moldavie,
étalée sur un peu plus de 1 800 km², soit
5,4% du pays moldave. Belle échappée dans
ce territoire si méconnu...

EN GAGAOUZE

La Gagaouzie, c'est surtout un paysage de douces collines et de vallons. L'agriculture est l'activité principale, quasiment chaque centimètre carré de terre est cultivé. On y trouve des vignes à perte de vue mais aussi des vergers. Au printemps, on applique sur le tronc de chaque arbre fruitier de la chaux, ce qui permet de repousser les insectes les plus intrépides. Ce travail saisonnier attire des travailleurs moldaves qui sont généralement payés autour de trois euros par jour.

Les Gagaouzes ne sont pas facile à cerner. Il s'agit d'un peuple turcophone converti au christianisme et aujourd'hui complètement « russifié ». Installés dans ce petit lopin de territoire du sud moldave depuis le 19ème siècle, ils ont gardé de leurs ancêtres ottomans l'amour des chevaux et la tradition d'un café préparé à la turque. Environ 130 000 en République de Moldavie, leur communauté se retrouve aussi dans les pays voisins, notamment en Ukraine. Leur langue de communication est le russe, le turc est très peu utilisé. Le roumain, qui est la langue officielle de la République de Moldavie, n'est pas ou peu compris.



Le scénario ukrainien est dans toutes les têtes même si le discours des autorités locales rejette catégoriquement toute similitude. « Les Gagaouzes sont plus attachés à l'intégrité de la République de Moldavie que les Moldaves eux-mêmes, estime le maire de Comrat, Nikolai Davidoglu (photo). Ils savent très bien que si le pays perd sa souveraineté, la Gagaouzie se retrouvera dans une situation incertaine et ça leur fait peur. » Un rattachement de la Moldavie à la Roumanie, aussi hypothétique qu'il soit, serait le pire des scénarios pour les Gagaouzes.

La chute de l'Union soviétique et l'indépendance de la Moldavie en 1992 n'ont pas été vécues comme une libération par les Gagaouzes. Attachés à la Russie – la statue de Lénine trône toujours en face du bâtiment abritant le gouvernement –, ils redoutaient et redoutent toujours d'être marginalisés par la population majoritairement roumanophone de la République de Moldavie. Même s'ils ont finalement obtenu un statut d'autonomie en 1994. Depuis, ils disposent d'un Bachkan (gouverneur) et d'un Parlement qui siège à Comrat, 26 000 habitants, la capitale régionale.



HORS FRONTIERES

Située au sud de la République de Moldavie (partie rose sur la carte), la Gagaouzie et ses 130 000 habitants ont obtenu un statut d'autonomie en 1994.



Le rapprochement de la République de Moldavie vers l'Union européenne inquiète en Gagaouzie. Environ 25 000 Gagaouzes travaillent en Russie, et Moscou a fait savoir qu'elle imposerait des restrictions sur son marché du travail pour les immigrants moldaves si Chişinău, la capitale de la République de Moldavie, signait un accord de partenariat avec Bruxelles.



Les autorités de Gagaouzie ont organisé un référendum début février. 98% des votants ont plaidé pour une entrée de leur région dans l'union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan, et refusent une éventuelle adhésion à l'Union européenne. Cette consultation n'a pas été reconnue par le pouvoir central de Chişinău, mais elle en dit long sur les aspirations des Gagaouzes. A Comrat comme dans les petits villages de Gagaouzie, tout est calme. Pour l'instant.

Jonas Mercier, envoyé spécial (avec l'Agence France-Presse).
Photos : Daniel Mihăilescu / Agence France-Presse
Carte : fr.academic.ru

AFFRONTEMENTS TOUJOURS PLUS VIOLENTS EN UKRAINE

Dans la ville de Lugansk, à l'extrême est de l'Ukraine, le 29 avril dernier. Des miliciens pro-russes armés sont postés devant le bâtiment de la police régionale. Les violences entre manifestants en faveur du gouvernement de Kiev, tourné vers l'Occident, et ces forces pro-russes n'ont cessé de s'aggraver, embrasant plusieurs villes de l'est et du sud de l'Ukraine (lire aussi l'entretien avec Dan Dungaciuc page 4). Au bouclage de ce numéro, des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) venaient d'être libérés après avoir été retenus par des séparatistes pro-russes pendant une semaine à Sloviansk, ville située à 160 km à l'ouest de Lugansk. Des affrontements mortels faisant 40 victimes avaient également touché la ville portuaire d'Odessa, au sud-est du pays – la plupart ayant péri suite à l'incendie criminel de la Maison des syndicats. Et les négociations diplomatiques entre l'Est et l'Ouest patinaient, les deux camps s'accusant mutuellement d'hypocrisie. Vladimir Poutine s'indignait de « l'irresponsabilité criminelle » des autorités pro-occidentales de Kiev, alors qu'Angela Merkel et Barack Obama envisageaient de nouvelles sanctions économiques contre Moscou.

L.C. Photo : AFP PHOTO / Alex Inoy



Paru aux éditions de la Fondation Ines, *Bucarest démoli* surprend le dernier souffle du quartier Uranus, disparu à jamais pour laisser place à la Maison du Peuple (l'actuel Palais du Parlement) et à son quartier environnant. Dans ce livre d'images, Șerban Bonciocat, Hanna Derer et Corina Popa analysent et cartographient la zone à l'aide des clichés furtifs, inédits de Cristian Bonciocat.

A LA MEMOIRE DE *Bucarest*



DES RUES DESEPEREMENT

désertes, des immeubles cossus ou modestes en train d'être quittés ou déjà aux fenêtres béantes, quelques gens vaquant à leurs occupations quotidiennes parmi les maisons encore habitées... Nous sommes à Bucarest, en 1984, et l'anéantissement de tout ce petit monde du quartier Uranus progresse avec détermination, car c'est ici que Nicolae Ceaușescu veut ériger le centre absolu de son pouvoir : la Maison du Peuple et son quartier annexe.

A 20 ans à peine, Cristian Bonciocat promet, à l'époque, d'être un médiévis- te passionné. Cet étudiant en première année d'histoire de l'art est un mordu de monuments historiques, précisément ce que le régime communiste estime encombrant dans l'édification de la nouvelle société roumaine envisagée dans ses laboratoires idéologiques. Cristian « est littéralement dévasté par le drame en train de se produire. Pour lui, il n'y avait pas seulement les mai- sons, mais bien une civilisation en passe d'être détruite », se souvient Corina Popa, alors professeur à l'Institut d'arts plastiques de Bucarest.

Bien qu'il soit formellement interdit de photographier aussi bien les travaux de démolition que tout ce qui restait encore debout, le jeune homme se met à immortaliser en cachette – l'appareil dissimulé sous le manteau ou derrière des objets inattendus – la disparition programmée de toute une communau- té, la population locale étant contrainte d'emménager dans des HLM imperson- nels. Il veut « garder la mémoire de cer- tains immeubles, peut-être à reconstruire plus tard, et surtout restituer l'atmosphè- re de cet endroit particulier créée par les commerçants et les artisans du 19ème

et du début du 20ème siècle, avec ses bâtisses charmantes ou plus modestes, entourées de jardins et de verdure », poursuit Corina Popa.

« Représentant un quart du Bucarest de l'Entre- deux-guerres, cette zone disparue faisait partie des composantes vitales de la ville. Ce qui la rendait unique, c'était son emplacement sur une colline, Bucarest étant par ailleurs plutôt plane

Pour ce faire, Cristian Bonciocat est obligé de se mettre en danger, alors qu'il a déjà un lourd passé d'ennuis avec le régime et sa police politique. Et il ne va pas uniquement se contenter de photos, mais répertorier soigneusement les édifices en fonction des rues qu'il visite. « C'est une forme de justice qu'il voulait rendre à travers cette démarche », précise son frère, Șerban Bonciocat, lui-même photographe et chercheur.



CULTURETHÈQUE

LA MÉDIATHÈQUE NUMÉRIQUE

DES FILMS, DES LIVRES, DE LA MUSIQUE...
accessibles d'un simple clic

► Culturethèque est la médiathèque numérique de l'Institut français accessible de votre ordinateur, tablette ou smartphone, partout en Roumanie !

- 490 titres périodiques
- 11300 livres
- 25 livres interactifs
- 200 bandes dessinées
- 390 manuels d'autoformation
- 750 films

Vous pouvez accéder à des centaines de ressources documentaires grâce à un moteur de recherche performant.

Contact et renseignements : mediatheque.bucarest@institutfrancais.ro

Inscriptions : www.culturetheque.com pour les adhérents de la médiathèque

CULTURE

Une collection d'une trentaine de films photographiques en résulte, Cristian ayant prêté une bonne partie d'entre eux à une personne qui lui promet de passer l'information à Radio Free Europe. Seules cinq pellicules restent dans la famille, soigneusement cachées par son père – les autres, il ne les récupérera jamais ; à 22 ans, Cristian Bonciocat sera subitement emporté par une grave maladie.

Trente ans plus tard, le contenu presque intégral de ces cinq films en noir et blanc s'offre désormais aux lecteurs dans l'ouvrage *Bucarest démolì*. Un livre sur « un assassinat urbain », presque complètement oublié ou inconnu de la plupart des Bucarestois eux-mêmes, précise l'architecte Șerban Sturda.

« Représentant un quart du Bucarest de l'Entre-deux-guerres, cette zone disparue faisait partie des composantes vitales de la ville. Ce qui la rendait unique, c'était son emplacement sur une colline, Bucarest étant par ailleurs plutôt plane. Ce relief qui contribuait à son identité a été annulé par la Maison du Peuple. La planification urbaine s'en est donc res-

sentie, de même que les gens car, même s'ils ne s'en rendent pas compte directement, ils ont perdu quelque chose de leur biographie », explique Hanna Derer, architecte spécialiste des monuments historiques et professeur à l'Université d'architecture et d'urbanisme Ion Mincu de Bucarest, qui a commenté toutes les images du volume.

« Malheureusement, les retombées de cette campagne de démolition qui a mutilé Bucarest, on les ressent de plein fouet aujourd'hui encore. Certes, sous une autre forme et sous d'autres prétextes politiques ou administratifs. Regardez ce qui s'est passé avec Hala Matache. Cela influe sur la mentalité de beaucoup de gens qui pensent qu'une vieille maison peut être détruite afin d'obtenir davantage de profit. Et les autorités roumaines ne font rien », renchérit la professeur Corina Popa.

La démarche de Cristian Bonciocat n'est pas singulière, d'autres archives visuelles sont toujours enfouies chez des particuliers qui, « pour des raisons connues par eux seuls, ont peur de les sortir, ou n'ont



pas les moyens de les publier », soutient Șerban Bonciocat. C'est pourquoi il envisage de prolonger ce livre en mettant en place une vaste archive, voire un musée, « ces démolitions ayant détruit l'identité de tout un pays. En plus de chiffrer les pertes, il faudrait effectuer une évaluation théorique des mécanismes qui permettent la destruction, que ce soit l'idéologie ou la bêtise, le manque de culture et l'opportunisme ».

Andrei Popov

Photos : Cristian Bonciocat, Șerban Bonciocat



18 Mai - 11 Juin
www.turneustradivarius.ro

Alexandru
TOMESCU
&
EDUARD KUNZ

In the mood for PROKOFIEV

Tout le mystère
et le magnétisme de la musique de Prokofiev,
plus près du public, dans 12 villes de Roumanie.

LA TOURNÉE
NATIONALE
STRADIVARIUS
2014

POUR DE NOUVELLES TOILES

Si Bucarest bénéficie encore de quelques cinémas dans le centre-ville, le pays dans son ensemble est faiblement pourvu en grands écrans. Plusieurs réalisateurs ont décidé d'y remédier.

« SALVAȚI MARELE ECRAN »

(Sauvez le grand écran) est depuis un mois une application interactive en ligne dédiée aux cinémas publics. Son but : redonner vie aux salles de cinéma roumaines. Promoteur de cette campagne, le réalisateur Tudor Giurgiu affirme que « depuis plus de 20 ans, on est dans un chaos législatif total. Aucun gouvernement n'a su mettre sur pied une politique adéquate pour sauver les cinémas ».

Les salles qui appartenaient à România Film, régie autonome d'Etat, ont été confiées aux mairies, dans plusieurs cas. Mais les autorités locales n'en ont généralement rien fait, ou bien en ont profité pour monter des discothèques, des salles de jeux, des supermarchés... Les volontaires du projet « Salvați marele ecran » ont réalisé une base de données couvrant presque 80% du pays, accompagnée d'une carte indiquant l'emplacement des salles encore actives, celles avec du potentiel, et d'autres totalement abandonnées.

Afin de soutenir cette campagne, le réalisateur Alexandru Belc a commencé le tournage d'un documentaire sur l'état des vieilles salles... « Le film s'appelle Cinéma, mon amour (titre en français, ndlr). Une version courte sortira en juin à l'occasion du TIFF (Festival international de film de Transylvanie, à Cluj, ndlr), et la version intégrale début de 2015, explique Alexandru Belc. On a balayé tout le pays et on a découvert que les salles qui travaillent encore ont des problèmes majeurs : pas de chauffage pendant l'hiver, peu de personnel, une distribution retardée des films, un équipement technique archaïque et, par conséquent, une faible fréquentation. Elles se trouvent exclusivement dans les grandes villes et sont en général bien placées, sur les grands boulevards. Mais dans les petites villes ou les villages, la situation est dramatique, il y a des départements entiers qui n'ont qu'un seul cinéma... »



L'ancien cinéma Melodia à Dorohoi, au nord-est du pays.

Un dialogue intense avec certaines mairies vient déjà d'être lancé. « On a bon espoir pour la grande salle Vulturul negru d'Oradea, un bâtiment de patrimoine qui est en bon état, poursuit Aleandru Belc. La municipalité a promis de s'occuper des petits travaux à l'intérieur, et nous allons faire une collecte pour acheter un projecteur et un écran numériques. Une autre histoire qui pourrait avoir une fin heureuse est celle du cinéma d'Arad, qui a deux salles et un jardin d'été. Il est fermé, l'ancien projectionniste est devenu le gardien du bâtiment, mais il y a du potentiel. Le problème est que souvent les municipalités n'osent pas s'investir dans la distribution des films,

elles disent manquer d'expertise dans le domaine. »

Mais Tudor Giurgiu se veut confiant... « En deux ans, nous voulons rendre fonctionnelles au moins cinq à six salles. Pour cela, la participation du public à notre projet est essentielle. »

Daniela Coman
Photo : www.salvatimareleecran.ro

Plus d'informations sur le site www.salvatimareleecran.ro. Et lire aussi l'entretien avec Andrei Agudaru, coordinateur de la campagne « Salvați marele ecran », édité le mercredi 16 avril dans www.lepetitjournal.com/bucarest.

Remplir un vide

Au début des années 1990, il y avait environ 450 cinémas indépendants dans le pays. Une trentaine a survécu. Selon les statistiques de Media Salles, projet pour la promotion du cinéma européen, la Roumanie est le pays d'Europe avec le moins de salles par rapport au nombre d'habitants, même si depuis 2005, plusieurs cinémas multiplex ont investi les grands centres commerciaux. Le rapport est de 0,89 spectateur pour 100 000 habitants, soit environ un cinéma pour 315 000 habitants. Comparativement, ce rapport est de 1,5 en Serbie, 1,85 en Bulgarie, 2,66 en Croatie, 3,94 en Hongrie, et 4,57 en Slovaquie.

Lire la suite...



Nous sommes heureux de vous présenter notre nouveau site entièrement rénové et désormais adaptable à tout type de plateforme : ordinateur, téléphone portable, tablette... Vous aurez la possibilité de vous abonner facilement à la version électronique de notre revue, lire davantage d'articles ou naviguer dans nos archives.

Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro



C'est l'événement artistique de la saison : Sarkis expose à Bucarest. L'un des plus grands artistes contemporains actuels va s'approprier trois lieux culturels de la ville jusqu'en septembre prochain.

TOUT EN SARKIS

50 ANS DE CREATION ET PLUS

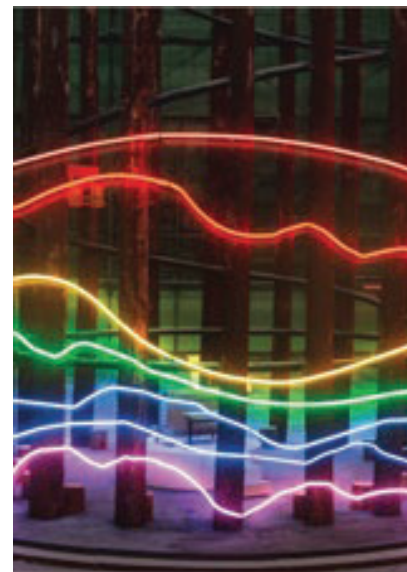
de 500 expositions à travers le monde, du Centre Pompidou de Paris au MoMA de New York, en passant par Tokyo ou Sydney... L'artiste conceptuel turc d'origine arménienne Sarkis Zabunyan, né en 1938 à Istanbul, est établi à Paris depuis 1964 – où il a obtenu la nationalité française. Il arrive prochainement en Roumanie avec un projet ample intitulé « A l'autre bout de l'arc-en-ciel ».

Sous le signe d'un arc-en-ciel, l'élément le plus récent de son répertoire, Sarkis a imaginé un parcours visuel reliant trois lieux importants de l'histoire de Bucarest : le Musée national du paysan roumain (MNȚR), le Musée national d'art contemporain (MNAC), et The Ark / Centre international pour l'art contemporain (CIAC) – exposition triptyque qui pourra être visitée jusqu'au 7 septembre. « *A travers ce parcours visuel, qui met en relation, pour la première fois, trois institutions de culture vive, Sarkis*

invite à une nouvelle lecture de l'histoire récente de la ville, de la mémoire et de l'identité collective. Ce parcours comprend des œuvres récentes mises dans une nouvelle relation, et des œuvres réalisées spécialement pour ce projet », explique Irina Cios, commissaire de cette exposition organisée par l'Institut français de Roumanie.

« *A travers ce parcours visuel, qui met en relation, pour la première fois, trois institutions de culture vive, Sarkis invite à une nouvelle lecture de l'histoire récente de la ville, de la mémoire et de l'identité collective*

L'œuvre de Sarkis – installations, aquarelles, sculptures, photographies, films – est centrée sur l'histoire, la mémoire, l'identité, et maintient un dia-



logue permanent avec celles d'autres artistes, tels Kazimir Malevitch, André Breton, Joseph Beuys, Constantin Brâncuși, John Cage ou Andrei Tarkovski. Exigeant et rigoureux, toujours

préoccupé par l'interprétation des œuvres d'art par rapport à leur mise en espace, Sarkis s'occupe lui-même de ses expositions. Il sera donc présent dans les trois lieux de la capitale.

Au MNȚR, l'exposition « De l'aube au crépuscule » est installée dans trois espaces, la salle « Irina Nicolau », la salle Foaier, et celle de l'exposition permanente, avec notamment des références au peintre roumain Horia Bernea. Les œuvres « *mettent en relation la perception, à la fois mélancolique et ludique, de l'enfance dans différentes cultures, et l'immobilité figée du monde réel lorsque l'être disparaît* », poursuit Irina Cios. Le rez-de-chaussée du MNAC est lui l'hôte de « Entre le ciel et la terre », une exposition qui articule « *des images et des objets comme des traits d'union entre les différentes étapes de l'existence. Ils définissent un lieu de transition, de dérive, de méditation de nos peurs et aspirations* ». Le fond de cette réflexion sera « Litany for a Whale » de John Cage, interprété au carillon. Enfin, la troisième partie de ce triptyque, au The Ark / CIAC, s'appelle

« La mémoire est vivante, les souvenirs sont figés », et remet en question l'approche de la multiculturalité et le besoin permanent de mise à jour de la mémoire.

Et Irina Cios de conclure : « *Sarkis est un artiste conceptuel complexe avec une capacité extraordinaire d'actualisation. Son discours met en relation un répertoire très dense de gestes et d'images, avec des références à l'histoire personnelle, ses ressources, le contexte dans lequel elle s'est formée,*

et les expériences qu'il continue à accumuler. Chacun de ses gestes a une histoire derrière lui, il faut se donner un peu de mal pour les percevoir mais cela vaut la peine... »

Florentina Ciuvercă

Photo portrait : Sarkis par Muhsin Akgun, Istanbul Modern

Photo œuvre : Sarkis, « Litany for a whale », photography (2011), courtesy of Galeri Mana, Istanbul

10 ans de MNAC

Le Musée national d'art contemporain (MNAC) de Bucarest, la plus importante institution d'art contemporain de Roumanie, fondé par Mihai Oroveanu et Ruxandra Balaci, va célébrer son dixième anniversaire cet automne. Le 29 octobre 2004, le MNAC était inauguré dans l'ancienne Maison du Peuple, l'immense bâtiment construit par Nicolae Ceaușescu – une victoire symbolique pour les artistes, un formidable pied de nez à l'histoire. En attendant les événements d'octobre, à noter une autre exposition ouverte à partir du 22 mai : « Recorded Memories ». Ce projet réalisé par le Musée de la photographie de Braunschweig et l'Institut Goethe, en partenariat avec le MNAC, réunira 23 artistes visuels de 11 pays d'Europe du sud-est.

VEOLIA WATER SOLUTIONS & TECHNOLOGIES
est un des leaders mondiaux dans la réalisation des projets de stations de traitement d'eau pour les municipalités et le secteur industriel.

VEOLIA WATER
Solutions & Technologies

CULTURE

THEATRE, SIBIU, 20 ANS

Du 6 au 15 juin, la belle ville du cœur de la Transylvanie se transformera en une scène immense pour fêter les 20 ans de son Festival international de théâtre. 66 espaces de spectacle accueilleront des troupes venues du monde entier (70 pays représentés, 2 500 artistes) avec des productions non seulement de théâtre mais aussi de musique, cirque, danse, accompagnées par des soirées de lecture, des expositions d'art visuel, des conférences, des rencontres... Au total, plus de 350 événements. Cette édition accueillera notamment le metteur en scène libanais Wajdi Mouawad qui présentera le spectacle *Seuls*, par sa compagnie canadienne Au Carré de l'Hypoténuse. Parmi plusieurs invités prestigieux, on attend aussi le Russe Lev Dodin, accompagné de la troupe du Théâtre de Saint-Petersbourg, ainsi que Silviu Purcărete avec *Faust*, mis en scène au Théâtre Radu Stanca de Sibiu. D.C.



Sax à fond est un groupe namurois composé d'une douzaine de saxophones et d'un batteur juché sur un plateau à roulettes. Sa spécialité est l'animation de rue. A Sibiu, le groupe se produira en concerts itinérants sur le piétonnier et la Grande place, les 7, 8 et 9 juin. Photo : D.R.

NUIT DE LA LITTÉRATURE EUROPEENNE

Le 28 mai, de 19h à 23h, douze instituts et centres culturels européens et représentations diplomatiques membres du Cluster EUNIC de Bucarest, présidé par Benoît Rutten, Délégué Wallonie-Bruxelles, présenteront des textes littéraires représentatifs de leurs littératures dans plusieurs endroits autour de et à l'Université nationale d'art théâtral et de la cinématographie. La Délégation Wallonie-Bruxelles présentera à cette occasion des fragments de la traduction en roumain du dernier roman d'Alain Berenboom *Périls en ce royaume* (Primejdii în regat, traduction du français d'Ileana Cantuniari). La lecture aura lieu au Bistro Modelier (rue Duzilor, nr. 12). Source : DWB

Petits guides

Cette année, quatre musées de Bucarest ont décidé d'inviter les enfants à jouer les guides à l'occasion de la Journée internationale de l'enfance le 1er juin : le Musée national d'histoire de Roumanie, le Musée national de musique George Enescu, celui de la littérature roumaine, et le Musée national des sapeurs - pompiers "Foișorul de Foc", en partenariat avec l'Ecole maternelle Garmy Kids. Au bout de trois semaines de cours pratiques intensifs, les enfants se sont vu offrir un badge de petit guide pour faire visiter au public ces quatre musées. L'événement aura lieu le samedi 31 mai et le dimanche 1er juin. I.S.

« LSD – Theatre Show »

C'est l'un des meilleurs spectacles du moment dans le domaine du théâtre indépendant roumain. Adaptation d'un texte mordant de l'auteur américain Christopher Durang, *LSD – Theatre Show* explore sans compromis les mécanismes de la routine quotidienne (métro, boulot, supermarché, télévision, dodo), déclencheurs de névroses et de folies aussi puissantes que secrètes. Mis en scène par Horia Suru, deux jeunes comédiens de talent, Isabela Neamțu et Matei Chioariu – récompensé pour ce rôle par le prix du meilleur acteur au Festival de théâtre indépendant Undercloud 2013, et par le prix de la meilleure interprétation à Bucharest Fringe 2013 – distillent drame et cynisme entre des éclats de rire nerveux. Prochaine représentation au Godot Cafe Teatru le 30 mai. A.P. Photo : Adi Bulboacă



Le monde est ma scène, #la Wallonie est mon foyer

FRANCO DRAGONE

Franco Dragone illumine la planète de ses spectacles hors du commun. Aux côtés de milliers d'autres entrepreneurs, artistes, acteurs, designers et écrivains wallons, il exporte dans le monde entier un talent créatif typiquement belge. La Wallonie, une ouverture sur le monde.



lire, écouter, voir

LIVRE

Comment traiter le passé ?

Ceci n'est pas un livre de mémoires. Même si, souvent, en le lisant, on peut avoir l'impression que c'est le cas. Ce n'est pas une tentative de raconter la vie, mais de la comprendre. Cet avertissement d'Ana Blandiana au début de son dernier ouvrage donne la clé de la lecture. L'autobiographie est juste un prétexte pour écrire une série d'essais ayant comme thème la mémoire et ses mécanismes. Au fait, la grande question de cet ouvrage monumental est : Comment traiter le passé ? Née à Timișoara en 1942, Ana Blandiana a connu dès son enfance la violence et l'absurde du régime communiste : l'arrestation de son père, prêtre d'une église orthodoxe ; l'interdiction de poursuivre ses études universitaires à cause d'un dossier familial considéré incompatible ; les difficultés de publier et les chicanes de la censure ; la poursuite par la Securitate, etc. Ana Blandiana raconte tous ces épisodes et bien d'autres, sans rancune, avec distance et détachement. Se souvenir est déjà une façon de comprendre. C'est probablement cette croyance qui se trouve à la base du Mémorial des victimes du communisme et de la résistance qu'elle a fondé à Sighet. Et c'est toujours la mémoire du communisme qui l'a amenée à créer, au début des années 1990, Alianța Civică, organisation qui se transformera, en 1996, en parti politique. L'une des plus prolifiques figures de la littérature roumaine, Ana Bladiana, est auteur d'une trentaine de livres de poésie, essai et prose. Ses livres ont été traduits dans plusieurs langues, dont le français.



Ana Blandiana, *Fals tratat de manipulare* (Faux traité de manipulation), Editions Humanitas, 2014.

PAR MATEI MARTIN

CINEMA

Quand les cambrioleurs sont les « good guys »

Juillet 1959. Six personnes masquées cambriolent une voiture de la Banque d'Etat et s'emparent de plus de 1,6 millions de lei. Les recherches entreprises par la Securitate pour identifier les voleurs mènent à des violences extrêmes : le comptable de la banque, considéré suspect, est battu à mort, alors que les enquêteurs découvriront ultérieurement qu'il n'était pas mêlé dans l'affaire. Le procès indique alors six coupables. Tous reçoivent la peine capitale. Mais la Securitate a un autre plan. Elle veut faire un film de propagande, une reconstitution exacte du braquage avec pour protagonistes les voleurs eux-mêmes. En échange de leur implication, la Securitate leur promet la prison ferme à vie au lieu de la peine de mort. Une fois le film tourné, les condamnés seront de toute façon exécutés. Seule une femme enceinte est laissée en vie – elle sera graciée quelques années plus tard. La pellicule, elle, est restée dans les archives de la Securitate. En 2004, le réalisateur Alexandru Solomon fait un documentaire à partir du film et de témoignages. Mais la reconstitution a aussi fasciné Nae Caranfil qui a préféré en faire une fiction. *Closer To The Moon* est un film serein, de tradition hollywoodienne. Il ne récupère pas les faits réels dans leur exactitude, c'est plutôt une histoire d'amour, tantôt gaie, tantôt triste. Audacieux par son scénario qui fait des voleurs les « good guys » et avec des images superbes de Bucarest, ce film sera sans doute un point marquant dans la carrière de Caranfil.



Closer to the Moon, Nae Caranfil, 2014.



SPECTACLE A L'AEROPORT

L'actrice Cătălina Mustăţă dans la pièce *Ne vom revedea in anul care a trecut* (On se reverra dans l'année qui vient de passer) jouée fin mars dans l'enceinte même du terminal des départs de



l'aéroport Henri Coandă de Bucarest. Pièces de théâtre, concerts de musique classique, le nouveau terminal des départs de l'aéroport international de la capitale offre souvent d'agréables surprises aux voyageurs.
Photo : Mediafax

Musée branché

Le Musée national d'art de Roumanie (MNAR) propose depuis le 30 avril un tour virtuel de ses galeries ainsi que de celles des musées affiliés K.H. Zambaccian et Theodor Pallady. Accessible à partir de son site Internet (www.mnar.arts.ro), cette visite en trois dimensions permet au visiteur d'avoir accès à toutes les pièces d'exposition. Le titre, la date et l'auteur des œuvres s'affichent automatiquement lors du passage du curseur. Idem pour les musées K.H. Zambaccian et Theodor Pallady. J.M.

PATRIMOINE MENACE

Les églises en bois du sud de la Transylvanie et du nord de l'Olténie font partie des sites culturels les plus menacés en Europe, selon l'association Europa Nostra, présente lors d'un congrès à Vienne début mai consacré à la préservation du patrimoine. Au total, sept sites européens ont été recensés sur une liste renouvelée tous les ans. Europa Nostra, en partie financée par la Banque européenne d'investissement, a précisé à l'occasion du congrès que le but de l'annonce était d'avoir un effet catalyseur afin d'attirer l'attention sur la préservation de ces sites patrimoniaux. J.M.

Un monastère primé

Si la préservation des églises et des monastères reste un sujet sensible en Roumanie, certains édifices sont à prendre en exemple. La restauration des fresques du 17ème siècle du monastère de Dragomirna, dans le département de Suceava, a remporté l'un des six grands prix du patrimoine culturel accordé par l'Union européenne et le mouvement Europa Nostra. Les gagnants des grands prix ont été sélectionnés parmi les 27 lauréats de cette édition 2014 du Prix du patrimoine culturel de l'Union européenne/Concours Europa Nostra ; le projet roumain ayant été récompensé dans la catégorie « Etat de conservation ». La restauration des fresques du monastère – couvrant quelque 900 mètres carrés de surface murale – a aussi obtenu le prix du public, suite à un sondage en ligne auquel ont participé plus de 10 000 personnes. Les lauréats des six grands prix ont reçu 10 000 euros chacun. A.P. Photo : Mediafax



Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



ELVIS PRESLEY EST ROUMAIN

Regard l'a rencontré début avril sur un bord de route à Mioveni, dans le département d'Argeş, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Bucarest. Valentin, 47 ans, posait alors devant sa discothèque ouverte il y a quelques années à la gloire de son idole. Cet Elvis est bien connu dans la région, mais il ne serait pas le seul. Deux autres Roumains chanteraient et danseraient comme Elvis, l'un à Constanţa et l'autre dans le Maramureş. Texte et photo : Julia Beurq

agende • calendare • cărţi • albume • pliante • postere

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, Bucureşti, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

En Roumanie, le renouveau de Timișoara la cosmopolite

C'est la première ville de l'Europe continentale à s'être dotée, en 1884, d'un éclairage public électrique. C'est la première ville roumaine qui s'est équipée, en 1881, d'un réseau téléphonique. En décembre 1989, après la chute du mur de Berlin, la ville de Timișoara ne pouvait être que la première à se soulever pour faire tomber la dictature communiste. Aujourd'hui, elle est aux premières loges pour récolter les bénéfices de son insertion dans l'Union européenne (UE). (...) Pôle d'attraction des investissements occidentaux, Timișoara se développe à un rythme plus soutenu que le reste du pays. Lorsque la Roumanie démarre les négociations d'adhésion à l'Union européenne, en 2000, le chômage est inférieur à 2%. Aujourd'hui, il est de 1,7% et la dynamique économique de la ville maintient le rythme. Le moteur de cette économie florissante, ce sont les Italiens

qui ont investi la ville située à une heure et demie d'avion. Venus au début pour spéculer sur le prix des terres dans la perspective de l'adhésion à l'UE, ils se sont convertis aux affaires. En quelques années, 3 000 sociétés italiennes ont vu le jour à Timișoara. (...) La ville est un chantier, la municipalité ayant décidé de refaire l'infrastructure routière et de rénover les bâtiments historiques. Pour ce faire, l'Union européenne est encore au rendez-vous avec quelques dizaines de millions d'euros de fonds non remboursables investis dans cette vaste opération de renouvellement urbain. Timișoara envisage aussi de construire le deuxième métro du pays après celui de Bucarest. (...)

Mirel Bran pour *Le Monde* (quotidien français), 02/05/2014

La Roumanie cherche à renforcer la présence militaire américaine en mer Noire

La Roumanie a appelé les Etats-Unis et l'OTAN à renforcer leur présence militaire dans le pays afin d'assurer la stabilité dans la région de la mer Noire, suite à l'annexion de la Crimée par la Russie. Le ministre roumain des Affaires étrangères, Titus Corlățean, a insisté sur l'importance d'une présence militaire américaine sur le long terme pour éviter d'autres initiatives de déstabilisation de la région par la Russie. Récemment, M. Corlățean s'est déplacé à Washington et a discuté avec des officiels américains sur la situation tendue en Ukraine, pays qui partage une frontière avec la Roumanie. (...) La Roumanie, ancien pays communiste qui a adhéré à l'Union européenne en 2007, a été l'un des Etats européens les plus fermes pour des sanctions à l'encontre de Moscou. De son côté, le président roumain Traian Băsescu a de-

mandé à l'OTAN de repositionner ses forces de manière à contrecarrer les manœuvres russes de ces dernières mois. Bucarest s'inquiète notamment du fait que la République de Moldavie, petit pays voisin avec une forte minorité russophone, pourrait être la prochaine cible de la Russie. La Roumanie et son voisin du sud, la Bulgarie, sont devenus membres de l'OTAN il y a dix ans et ont participé à plusieurs missions, notamment en Irak et en Afghanistan. Le Premier ministre roumain, Victor Ponta, a annoncé récemment que le budget de la défense sera augmenté cette année de 217 millions de dollars, soit 0,2% du PIB.

www.turkishweekly.net (site turc d'actualité régionale en anglais, basé à Ankara), 02/05/2014

Ouverture de la billetterie pour Algérie – Roumanie

Le mercredi 4 juin 2014 à 20h30, le Stade de Genève (Suisse) accueillera les équipes nationales de football d'Algérie et de Roumanie pour un match amical de préparation à la Coupe du Monde 2014 au Brésil. Ce match amical international sera l'occasion d'observer la sélection algérienne pour la dernière fois en Europe avant son départ pour le Brésil. (...) La ville de Genève dispose d'un stade de football inauguré en 2003 et notamment utilisé lors de l'Euro 2008. Le Stade de Genève peut accueillir jusqu'à 30 000 personnes pour des rencontres internationales de football. Les organisateurs encouragent les fans de football à venir nombreux à l'occasion de ce match international qui opposera deux sélections nationales de très haut niveau. (...) Éliminée en match de barrage par la Grèce, la Roumanie n'est pas parvenue à se qualifier pour la Coupe du Monde 2014 au Brésil. Deuxième de son grou-

pe de qualification, la Roumanie s'est fiée à un groupe de joueurs expérimentés pour tenir en respect la Hongrie et la Turquie, mais cela n'aura pas suffi. Désireux de redorer leur blason suite à leur élimination en match de barrage, les « Tricolorii » visent la victoire le 4 juin 2014 au Stade de Genève. Ils pourront notamment compter sur une charnière défensive compétitive avec des joueurs tels que Răzvan Raț (Rayo Vallecano), Gabriel Tamaș (West Bromwich Albion), Vlad Chiricheș (Tottenham Hotspur), Ștefan Radu (S.S. Lazio), et s'appuyer sur les imposants 2 mètres de leur gardien Costel Pantilimon (Manchester City).

www.dzfoot.com (site algérien spécialisé dans l'actualité du football), 15/04/2014



Où trouver *Regard* ?

Kiosques



La chronique

DE LUCA NICULESCU

LE COMMISSAIRE

Le débat n’est pas encore d’une grande actualité, mais il va le devenir. Qui sera le prochain Commissaire roumain au sein de la Commission européenne ? Rappelons-nous de ce qui s’est passé depuis 2007, quand la Roumanie est devenue membre de l’UE. La première tentative fut un échec. En 2007, le gouvernement de Călin Popescu Țăriceanu a voulu nommer l’ancien ministre de l’Economie, Varujan Vosganian. Face à l’opposition farouche du président Băsescu et à l’accueil mitigé du président de la Commission, José Manuel Barroso, le gouvernement a fait marche arrière et fini par nommer Leonard Orban, un spécialiste des affaires européennes. En 2009, la situation fut différente. De manière plus ou moins transparente, on savait qu’il y avait au moins trois candidats en lice : Ludovic Orban qui avait déjà de l’expérience comme commissaire et espérait avoir un deuxième mandat, Adrian Severin, ancien ministre des Affaires étrangères, dont le nom fut à un moment donné sur la liste de ceux qui auraient pu devenir chef de la diplomatie européenne, et Dacian Cioloș, ancien ministre de l’Agriculture. Suite à une rare capacité de coordination dans l’administration roumaine et avec l’appui de plusieurs autres pays européens, Cioloș est devenu Commissaire pour l’Agriculture et le Développement rural. Cinq ans plus tard, son bilan est positif. Dacian Cioloș a réussi une réforme de la Politique Agricole Commune après une large consultation et sans levée des boucliers comme certains s’y attendaient. Avec ce bon bilan et une bonne image, Cioloș pourrait être une seconde fois la proposition roumaine.

Mais cette nomination dépend de plusieurs facteurs : du résultat des élections européennes tout d’abord, du nom du prochain président de la Commission européenne, de la répartition des portefeuilles et de la stratégie interne de la Roumanie. Si les premiers points ne sont pas sous le contrôle de la Roumanie, le dernier, en revanche, oui.

La situation interne risque cependant de compliquer encore une fois la décision. Même s’il est à la fin de son mandat, Traian Băsescu voudra peser de tout son poids sur cette nomination. Il a déjà annoncé soutenir Dacian Cioloș pour un deuxième mandat de commissaire. Il a même dit avoir obtenu l’accord du Premier ministre Victor Ponta. Il y a toutefois d’autres noms qui circulent dans l’entourage de Victor Ponta, comme ceux des sociaux-démocrates Corina Crețu ou Rovana Plumb. Le risque d’avoir un nouveau conflit entre le président et le Premier ministre ne peut donc pas être écarté. Et un conflit affaiblirait une nouvelle fois la position de la Roumanie. Si les responsables politiques roumains n’arrivent pas à se mettre vite d’accord, le futur commissaire roumain risque d’avoir un portefeuille avec moins d’importance et d’influence en Europe.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Serge Gonvers,
Jacqueline Laye, Bruno Roche,
Didier Varlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Béatrice Aguetant, Julia Beurq, Adi
Bulboacă, Mihaela Cărbunaru, Florentina
Ciuvercă, Carmen Constantin, Daniela
Coman, Nicolas Don, Dimitri Dubuisson,
Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud,
Luca Niculescu, Alexandra Pop, Andrei
Popov, Benjamin Ribout, Răsvan Roceanu,
Mihaela Rodină, Michael Schroeder, Ioana
Stăncescu, Isabelle Wesselingh

Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Muhsin Akgun, Mihai Barbu, Julia Beurq,
Cristian Bonciocat, Șerban Bonciocat,
Dimitri Dubuisson, Daniel Mihăilescu (AFP/
PHOTO), Benjamin Ribout, Salvatimarelee-
cran, Irina Stelea, Sorina Vasilescu, Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web Master
Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à **REGARD**
Pour vous abonner ? C’est simple !

en ligne
par e-mail: catalina@regard.ro
ou
via le site Internet www.regard.ro

par téléphone
+ (4) 0742 204 402



**OU BIEN, RENDEZ-VOUS À L'AGENCE CHARLES
DE GAULLE POUR CLIENTÈLE INTERNATIONALE**

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'EQUIPE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale, visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239. Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h. Tél.: +40(0) 21 318 26 97.